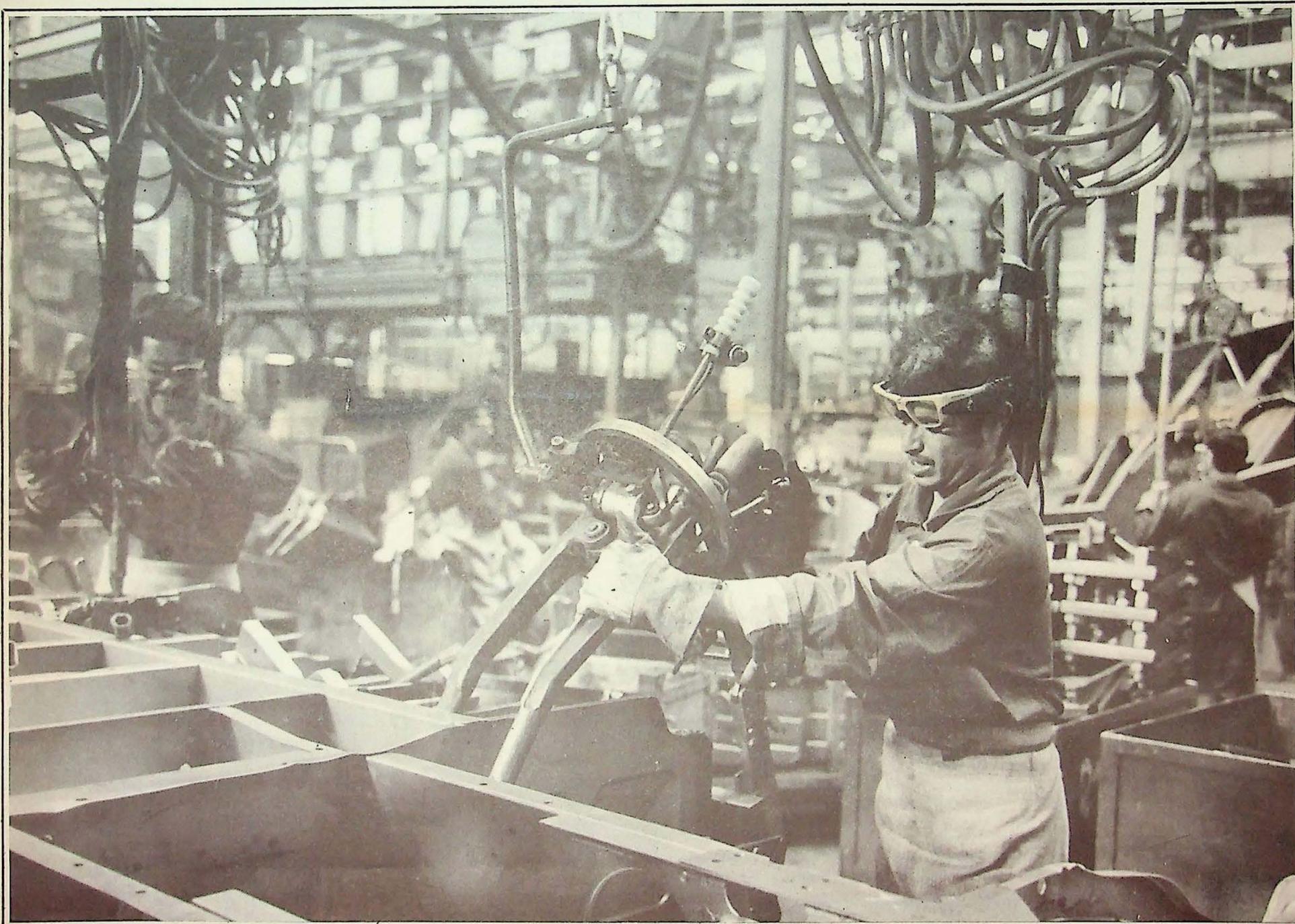


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 496, 1,50 F
JEUDI 13 MAI 1971



Les **O.S.** ne veulent plus
être des parias

Au sommaire

Renault

C'est une lutte exemplaire qu'ont engagé les O.S. du Mans, entraînant derrière eux tout le trust automobile. Cette lutte contre l'organisation capitaliste du travail commence déjà à s'étendre dans la métallurgie. Elle doit gagner encore. Jean-Yves Romo dégage les premières analyses politiques qu'on peut faire de cette lutte (page 4).

P. C. F.

Michel Rocard écrivait ici-même que le P.C.F. avait choisi l'injure plutôt que la confrontation. Pierre Gautier tente aujourd'hui, à la lumière des luttes en cours, d'expliquer pourquoi (page 14). Mais, à Aubervilliers on est allé plus loin que les simples échanges de propos. Rémy Grillault raconte ce qui s'est passé (page 15).

Immigrés

C'est une action originale qui est menée dans le XIX^e arrondissement de Paris. Gilbert Hercet est allé voir sur place. Il dit ce qu'il a vu (page 10).

Photos dans ce numéro :
A.F.P. (p. 5, 6, 8, 13, 16).
Collombert (p. 5, 6, 12).
Elle Kagan (p. 14).
Michel Gile (p. 4).
D.R. (p. 9).

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction
Henri Beley, André Bielany,
Gilbert Chantaire, Françoise
Claire, Michèle Descolanges,
Gérard Féran, Jacques Ferlus,
Christian Guerche, Gilbert
Hercet, Christian Leucate,
Alain Moutot, Dominique No-
res, Jean-Yves Romo, Lucien
Saintonge, Eliane Schweitzer,
Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements
6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F
C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 28.000 exemplaires

PANTHÉON

Les mariés de l'an II

avec Marlène Jobert
et Jean-Paul Belmondo

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h à 24 h

A la découverte des socialismes	Pays et peuples	Jeunes
• POLOGNE 3 semaines 970 F	• PALESTINE 1 mois environ 950 F	50 F
• ROUMANIE 3 semaines 1390 F	• SUÈDE 2 semaines 990 F	
• ALBANIE 2 semaines 1100 F	• SÉNÉGAL-MALI 4 semaines à partir de 1890 F	530 F
• ALGÉRIE 2 semaines 790 F	• MEXIQUE transport 1650 F	
3 semaines 950 F	• PÉROU transport 2450 F	
• YOUGOSLAVIE 3 semaines 910 F	• NEW YORK transport 780 F	
• TCHÉCOSLOVAQUIE 3 semaines 890 F		
• CONGO-BRAZZA 1 mois environ 1500 F		
• CUBA 3 semaines à partir de 1995 F		

BRETAGNE - ISÈRE
séjour de travail chez des militants locaux
HAUTE PROVENCE
randonnées cheval

Pour tous renseignements s'adresser à :

DECOUVERTE ET CULTURE

PARIS : 94, rue Notre-Dame-des-Champs, 6^e
LYON : 44, rue Saint-Georges, 5^e

Tél. : 325.00.09
Tél. : 84.81.24

BONNES VACANCES

- **ITALIE** (Pescara), 2 semaines : 360 F (pension complète).
Logement en bungalows, dans une pinède au bord de la mer à Pescara. Réductions pour les enfants jusqu'à 7 ans.
 - **SARDAIGNE**, 15 jours : depuis 695 F (pension complète et voyage compris, excursions comprises).
Un village de vacances international, sur la côte nord de la plus belle île de la Méditerranée. Recommandé aux jeunes. Logement en bungalows confortables, tennis, night club...
 - **YOUGOSLAVIE**, 2 semaines : 385 F (pension complète).
Logement chez l'habitant, dans un hameau de l'île de CRES, au bord de la mer. Réduction pour les enfants jusqu'à 10 ans. Autres possibilités en hôtels (à partir de 167 F par semaine). Voyage compris ou rendez-vous au village (à 750 km de Chamonix).
 - **EGYPTE**, périple de 2 semaines : 1.395 F départ Paris, tout compris.
... et en FRANCE, randonnées équestres en Haute-Provence, 2 semaines tout compris : à partir de 430 F.
- ARVEL : Paris B.P. 96 06 Paris (6^e) - Tél. : 306-82-68 (15 h. - 19 h.)
Villeurbanne (69) : 78, bis rue du 8-Mai - Tél. : 84-81-24.

Éditions du P.S.U.

LUTTES DE CLASSE EN ESPAGNE

L'exemplaire : 3,50 F
Par 10 exemplaires minimum : 3,00 F l'exemplaire
EN VENTE à la librairie « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi - PARIS 15^e - C.C.P. 58 26 65 Paris

PAYSANS EN LUTTE

ORGANE DE MASSE DES
TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE
2 F l'exemplaire
Vous pouvez le commander pour
la vente militante à :
• T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e

Abonnez-vous en envoyant vos :
Nom
Prénom
Adresse
Profession
à • T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e.

PAYSANS EN LUTTE

bulletin
pour l'action
des travailleurs
de l'agriculture

Politique- Hebdo ne disparaîtra pas

En lançant une souscription destinée à permettre la réparation de son journal, l'équipe de « Politique-Hebdo » expliquait qu'elle visait un objectif de 200 millions d'anciens francs. A vrai dire, presque personne n'y croyait. Et pourtant, en trois semaines, la moitié de cette somme — oui, 100 millions — a déjà été réunie. Il est désormais possible d'envisager la réparation de « Politique-Hebdo » pour la rentrée d'octobre. Mais pour cela, il faut que l'effort se poursuive, que la campagne ne se ralentisse pas.

Certains artistes ont décidé d'aider au succès de cette campagne. Nous avons, grâce à eux, la possibilité de faire un geste militant, et, en même temps de passer des soirées agréables. A Paris, deux programmes sont d'ores et déjà prévus, à l'initiative du Comité de défense de la presse et des journalistes :

• Le jeudi 27 mai à 20 h 30 aux Halles (pavillon Baltard) avec notamment Henri Gougaud et Claude Nougaro.

• Le vendredi 4 juin à 20 h 30, également au pavillon Baltard des Halles, avec Léo Ferré.

Le courrier que nous avons reçu à « T.S. » à propos de la possible disparition de « Politique-Hebdo » indique clairement que de nombreux camarades n'entendent pas accepter passivement la mise à mort de la presse d'extrême-gauche. Ils tiendront à se rendre nombreux à ces manifestations de soutien et d'espoir. □

L'avant-garde des O. S.

Jean-Marie Vincent

Dans notre pays les travailleurs exploités de la grande industrie produisent de plus en plus de marchandises et augmentent sur une large échelle les richesses matérielles de la société. Depuis 1968 la productivité du travail qui est le principal instrument de mesure du progrès technique et économique, a fait un bond en avant considérable. Pour beaucoup cela entraîne l'opulence et une vie plus agréable. Pour les travailleurs, par contre, produire plus ne signifie pas libération, mais bien augmentation de leur dépendance par rapport à l'organisation capitaliste du travail, insertion plus étroite dans un réseau de contraintes qui vise à les faire produire encore plus de profit pour les détenteurs du capital. En échange de ces chaînes, de plus en plus lourdes, les salariés de l'industrie ne touchent que quelques miettes supplémentaires sous forme d'augmentations de salaires dérisoires, car elles ne leur permettent pas de satisfaire vraiment certains de leurs besoins les plus essentiels (logement, loisirs, etc.) ou de faire face sans difficultés croissantes aux transports quotidiens.

Cette situation, qui est commune à l'ensemble du prolétariat industriel moderne, pèse particulièrement sur les ouvriers spécialisés ou O.S. Considérés comme une masse d'hommes interchangeables par le patronat, voués aux travaux les plus pénibles et les plus monotones, frappés les premiers par les licenciements, ils savent que dans le système capitaliste leur vie de travail ne peut être qu'une longue suite d'ennuis. Or, pour la plupart ils ont acquis une qualification, certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P.), quelquefois même le bac technique dans l'enseignement. Ils ressentent donc douloureusement le fait d'être réduits à ce travail en miettes, taillé sur mesure pour leur sucer leurs forces vives. Ils ne peuvent pas ne pas s'apercevoir que les considérations techniques données pour les maintenir dans cet état cachent en réalité la volonté de les subordonner aux machines, de les affaiblir face au personnel dirigeant. Aussi sont-ils de plus en plus nombreux à se rendre compte que la qualification n'est pas une catégorie neutre ou l'expression simple d'une compétence. Ils sont parmi les premiers à la saisir comme un rapport social sanc-

tionné par un rapport de force. Ils savent que la barrière qui les sépare des ouvriers professionnels (O.P.) n'est, dans de très nombreux cas, que purement formelle (sauf sur le plan de la rémunération). C'est pourquoi on les trouve souvent à la pointe du combat contre la hiérarchisation des augmentations de salaire, pour la rotation sur les postes de travail, pour la mensualisation et plus généralement contre le système de la caserne industrielle. En réalité leur action met en danger « toute l'organisation actuelle de la production, telle que l'ont conçue les technocrates et le patronat » comme le constatait « Le Monde » du 12 mai.

Si l'on tient compte de toutes ces données, on comprend mieux l'importance de la grève qui est partie de Renault Le Mans. Un accord avec la direction avait été signé quelque temps auparavant, mais il avait précisément pour caractéristique d'ignorer le problème du statut des O.S. ou plus exactement, les revendications de ceux-ci sur les grilles de salaires. Les O.S. du Mans ont montré qu'ils n'entendaient pas se laisser faire. Leur mouvement a surpris tout le monde par sa vigueur et sa tenacité, par sa force contagieuse sur l'ensemble du complexe Renault à peu près complètement paralysé en quelques heures. Mais ce qu'on ignore généralement c'est que la lutte de Renault n'est pas une manifestation isolée. Les usines Berliet de Venissieux et de Montplaisir sont secouées en ce moment par des grèves bouchons et des grèves perlées, et des assemblées du personnel qui vont se tenir incessamment peuvent entraîner une extension du conflit. A la Rhodia-Belle Etoile de Lyon, des grèves tournantes d'une heure par semaine et par équipe pratiquées depuis janvier dernier, font place depuis deux semaines à des grèves tournantes pour la révision des grilles et la mensualisation. Une manifestation de tous les travailleurs de la région lyonnaise doit avoir lieu le 12 mai.

La combativité de ces « bonnes à tout faire » de l'industrie ne peut donc être niée, mais le problème central est que leur lutte n'est pas suffisamment comprise et popularisée dans les masses. La tâche principale de l'heure pour les révolutionnaires est par conséquent de faire comprendre qu'il ne

s'agit pas d'une lutte catégorielle, mais d'une lutte qui attaque le capitalisme dans ses fondements, qu'elle intéresse aussi les O.P. et les mensuels dans la mesure où elle secoue un système hiérarchique qui les exploite et les opprime aussi. Tous les travailleurs sont en réalité concernés par une bataille qui, si elle était gagnée, réduirait considérablement la marge de manœuvre du patronat, limiterait son arbitraire dans la manipulation des salaires et des primes, des horaires et des cadences de travail. C'est rien moins que cela qui est en jeu. □

L'AMOUR APRES 40 ANS



D' LAGROUA WEILL HALLE / D' VALENSIN
EDITIONS GUY DE MONCEAU

Ce n'est pas à la fréquence du désir que se mesure un amour, mais à la perfection de l'acte qui l'épanouit.

On a cru longtemps que l'amour et la sexualité étaient l'apanage de la jeunesse, aussi l'ignorance des problèmes de la sexualité est-elle grande chez les plus de 40 ans. Comment pourrait-il en être autrement puisque leur éducation a délibérément méconnu ces questions ?

L'ouvrage qui comble une telle lacune a pour auteurs :

- Le Dr LAGROUA WEILL HALLE, spécialiste des problèmes du couple ;
- Et le Dr VALENSIN, éminent sexologue dont les livres font autorité en France et à l'étranger.

QUELQUES-UNS DES CAS EXPOSES

Que faire avec un mari cardiaque ? La fréquence des rapports à l'âge mur. Un couple peut-il revivre après de longues années de séparation, l'amour de ses vingt ans ? Un mari dont la virilité baisse alors que sa femme s'épanouit. Comment compenser les troubles sexuels après l'ablation des ovaires ? La ménopause et les satisfactions solitaires. Le renouveau sexuel chez les vieux couples. Que faire lorsque les désirs ne persistent que chez un seul des deux conjoints ? La contraception après 40 ans. La jalousie de la ménopause. Les obsédées sexuelles.

Des lettres confidentielles sur la sexualité des plus de 40 ans.

Vente à nos bureaux ou par correspondance.

EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, Paris 17^e. WAG. 34-62.

Paiement par chèque, mandat, C.C.P. PARIS 6747-57, France ; à la commande : 25 F

BON à nous retourner pour l'envoi par poste.

Veillez m'adresser ...
exemplaires de
« L'Amour à 40 ans ».

Nom

Adresse

.....

Mode de paiement choisi
.....

T. S.

O.S. = oser lutter

Jean-Yves Remo

Les O.S. du Mans ont, le 28 avril, lancé un pavé dans la mare. Il y a dix jours, la presse ne parlait pas ou peu de la grève. Aujourd'hui, l'évolution du conflit est suivie d'heure en heure. Toute la situation sociale française en dépend. Le gouvernement ne veut pas céder. De négociations en négociations, il refuse de céder poussant les syndicats à faire la navette des meetings à la table de négociations. L'enjeu dépasse les 125.000 travailleurs de chez Renault. C'est pour cela que le gouvernement veut les faire plier. Contrairement à ce qu'affirme le P.C.F., ils peuvent et doivent être massivement soutenus. Les luttes ouvrières en France, dans les années à venir, en dépendent.

La révolte des O.S. du Mans a éclaté contre les mutations de postes, l'accélération des cadences, des conditions de travail de plus en plus dures. Née de façon unitaire (80 ouvriers entraînant 5.000 autres dans la bataille), la lutte du Mans a aussitôt traduit, ce qu'exigent tous les travailleurs de chez Renault : une refonte de la grille des salaires. Dans le trust Renault les conséquences de la division capitaliste du travail sont partout les mêmes. Dreyfus a immédiatement refusé de discuter. L'enjeu de la lutte dépasse de loin la direction de la Régie.

L'importance de Renault sur le plan national est considérable :

— Le trust emploie plus de cent mille travailleurs. Il est un secteur clef dans l'industrie. De nombreuses entreprises dépendent de lui (sous-traitance, fournitures, approvisionnement, etc.) dans l'industrie métallurgique et chimique (Peugeot, Michelin).

— Renault est aussi le banc d'essai des contrats, de « l'actionnariat » que le gouvernement entendait proposer aux travailleurs et aux syndicats, bien avant les « contrats de progrès ». Ainsi sur le plan social la Régie a une importance nationale.

C'est pourquoi Dreyfus n'est qu'un pion car c'est le gouvernement qui a les leviers de commande. Renault a toujours été un symbole dans les luttes ouvrières.

Donc le gouvernement ne veut pas céder.

— Il craint que les revendications s'étendent à l'ensemble des entreprises où les problèmes sont les mêmes, et à d'autres secteurs.

— Il ne veut pas laisser remettre en cause d'une façon généralisée l'organisation capitaliste du travail

dans ses aspects les plus ressentis par les travailleurs (déqualification, encadrement, organisation par poste).

Ne pas céder aux travailleurs de Renault reste l'objectif principal du gouvernement à l'heure actuelle. Car si les ouvriers de Renault craquent, ce sera une défaite pour les travailleurs.

Cette stratégie s'intègre bien dans l'ensemble capitaliste européen (danger de voir naître une situation à l'italienne) et mondial (crise monétaire internationale occasionnée par le déficit de la balance américaine).

En cherchant à mettre en échec les grèves de Renault, le pouvoir veut préserver les intérêts de la bourgeoisie française dans le concert capitaliste international.

Le P. C. F. embarrassé

Pourtant le P.C.F. refuse la bataille : il combat l'extension du mouvement. Depuis le début son attitude est claire.

Le titre de « France-Dimanche » peut pour une fois être cité : « Les syndicats et la direction ne souhaitent pas que la grève dure ».

Contrairement à la C.F.D.T., la C.G.T. a tout fait pour repousser l'occupation et des mots d'ordre unifiant la lutte. Au cours des négociations, elle a constamment mis en avant cette idée que la lutte des O.S. est spécifique, précise. Elle a même été jusqu'à chiffrer ce que réclamaient les 80 O.S. du Mans, tous les O.S. du Mans et tous les O.S. de Renault faisant à la place du patronat le calcul économique.

Et pourtant, le gouvernement refuse. Le gouvernement veut faire plier Renault, tout Renault. La C.G.T. supplie sans cesse : « Ce



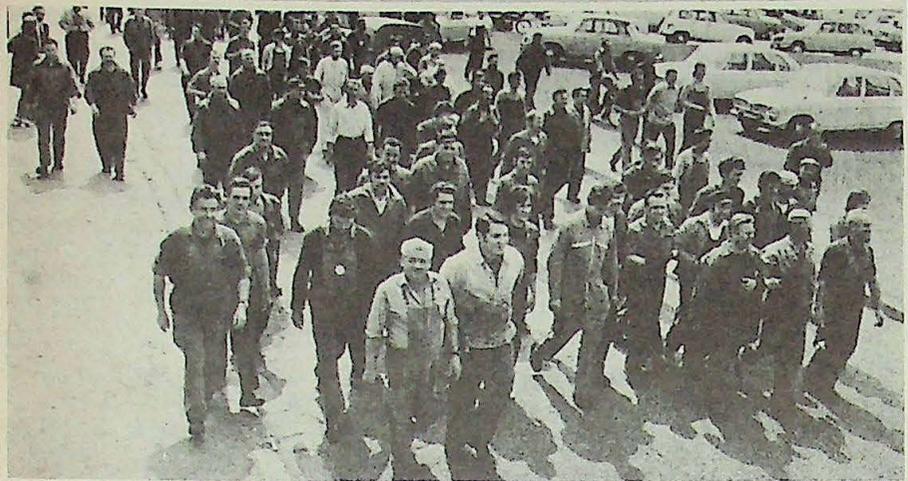
n'est pas tout Renault ! Ce n'est que les O.S. ! Sous prétexte que le P.C.F. n'a pas encore réussi cette grande unité avec la social-démocratie qu'il appelle à grands cris, il ne veut pas se confronter avec une situation sociale rapidement explosive. La stratégie d'ouverture à droite serait mise par terre ! Les élections législatives sont proches.

Pour freiner le mouvement, la C.G.T. n'a plus qu'une seule issue : tenter avec l'accord de la C.F.D.T. de donner le change aux travailleurs de chez Renault, en arrachant quelques miettes à Dreyfus, pour les faire reprendre à tout prix. Mais le gouvernement ne peut reculer. Les O.S. du Mans ont mis en marche une machinerie où la prise de conscience des travailleurs et la peur du gouvernement grandiront proportionnellement.

Un enjeu de classe : étendre la lutte

Nos militants engagés dans la lutte savent maintenant que le gouvernement et une gauche soucieuse de préparer les prochaines élections, ont intérêt à l'isoler. Ils savent aussi que la démocratie ouvrière est délibérément violée par la C.G.T. et le P.C.F. Ils se battront donc avec le soutien de tous les militants révolutionnaires pour donner à la grève une réelle organisation démocratique de lutte (comités de grève, assemblées par atelier). C'est la classe ouvrière elle-même qui doit gérer sa lutte. C'est elle-même qui doit décider de la généralisation de sa lutte. La présence de 20.000 travailleurs au meeting de Boulogne-Billancourt, le lundi 10 mai, les réactions aux tracts de soutien distribués par nos militants (malgré les agressions répétées du P.C.F.) sont significatives de l'intérêt que tous les travailleurs portent à la lutte des ouvriers de Renault. C'est un atout indispensable. A la volonté du pouvoir et aux dérobades du P.C.F., il faut opposer une véritable mobilisation populaire. □

La grève a commencé à Renault-Le Mans



Une production clef, deux secteurs :

— Montage des transmissions, ce qui permet de bloquer les chaînes de montage de Billancourt et de Flins ;

— Les tracteurs.

Une classe ouvrière jeune : 6.600 O.S. aux conditions de travail très pénibles (cadences, hygiène et sécurité). Ce sont des jeunes déqualifiés ou qui préfèrent travailler comme O.S. à la Régie car les salaires y sont moins mauvais que dans les autres usines de la région. Ce sont aussi des paysans qui ont dû quitter la terre. Il n'y a presque pas de travailleurs immigrés.

Pendant le mois d'avril, l'atelier F.F. (transmission) fait 90 heures de grève pour le passage à la catégorie 7, et cherche à informer l'ensemble des travailleurs de sa lutte en faisant, sans aucune consigne, des défilés dans l'usine...

Jeudi 29 avril, les travailleurs du F.F. entraînent toute l'équipe du soir à faire une manifestation à l'intérieur de l'usine, sur la revendication du coefficient 150 pour tous.

Vendredi 30, l'équipe du matin décide à main levée la grève avec occupation, malgré la C.G.T. qui désirait un vote à bulletin secret.

Devant une telle situation, la C.G.T. cherche à canaliser le mouvement, à le limiter aux O.S. La C.F.D.T., au contraire, répondant aux aspirations profondes des travailleurs, propose, en plus des revendications des O.S. de mettre en avant les revendications unifiantes pour toute l'usine : pré-retraite à 60 ans, retour aux 40 heures, grille unique, revendications qui ne sont pas démagogiques mais sont, pour la retraite et les 40 heures, celles-là mêmes de la plate-forme C.G.T.-C.F.D.T.

Vendredi après-midi, nouveau vote, la C.G.T. réussit à ce qu'il y ait un vote à bulletin secret et à séparer les O.S. d'une part, les professionnels et les mensuels de l'autre. 1.500 travailleurs, parmi les plus combattifs, devant une telle procédure de vote, quittent le meeting. Seuls, les O.S. décident la grève.

A partir de lundi, c'est une « drôle d'occupation » qui commence : pas de piquet de grève, les grilles ouvertes, les gardiens, les cadres qui circulent dans l'usine, les employés et les professionnels au travail...

Les O.S. ont la force de bloquer toute l'usine ; beaucoup de professionnels n'attendent que cela, mais les ouvriers n'ont aucune organisation pour le faire ; même la C.F.D.T. n'arrive pas à faire des propositions concrètes.

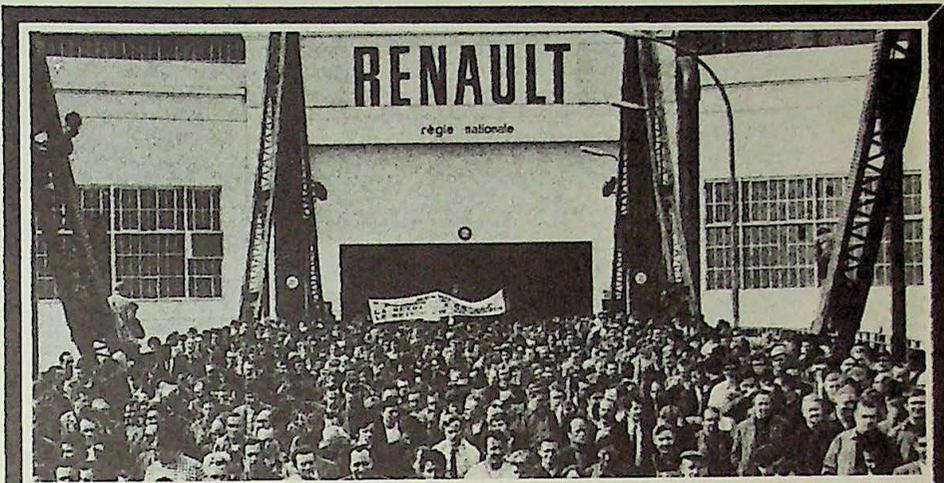
Aucun comité de grève... Ce qu'il y a seulement, ce sont des meetings (lundi, mardi, mercredi, vendredi, rien samedi et dimanche), où seuls les responsables syndicaux prennent la parole.

Vue l'attitude de la C.G.T., les ouvriers n'ont plus qu'à attendre l'issue des négociations entre la direction et les syndicats.

Pour éviter l'extension de la lutte à toute l'usine et la réalisation d'une véritable occupation, la C.G.T. cherche à diviser les travail-

leurs du mouvement révolutionnaire, elle envoie son service d'ordre à plusieurs reprises ratonner les distributeurs de tracts (mardi à 13 heures en les pourchassant à la barre de fer, elle oblige même certains à se jeter dans la rivière). Pourtant, un comité de soutien a été créé (P.S.U., Ligue communis-

te, Humanité rouge, C.I.R., Objectif 72, G.A.M., Association syndicale des familles). Des militants du P.C.F. ont agressé ses militants lors d'une collecte. La C.G.T. a fait un communiqué pour dénoncer ces collectes, mais ces manœuvres ne servent à rien. La solidarité s'élargit.



Elle s'étend à Renault-Billancourt

La C.G.T. s'est opposée à l'occupation de l'usine alors que la C.F.D.T. et F.O. annoncent grève illimitée avec occupation.

Le 7 mai se tient un meeting inter-syndical à la suite duquel il est décidé d'occuper l'usine.

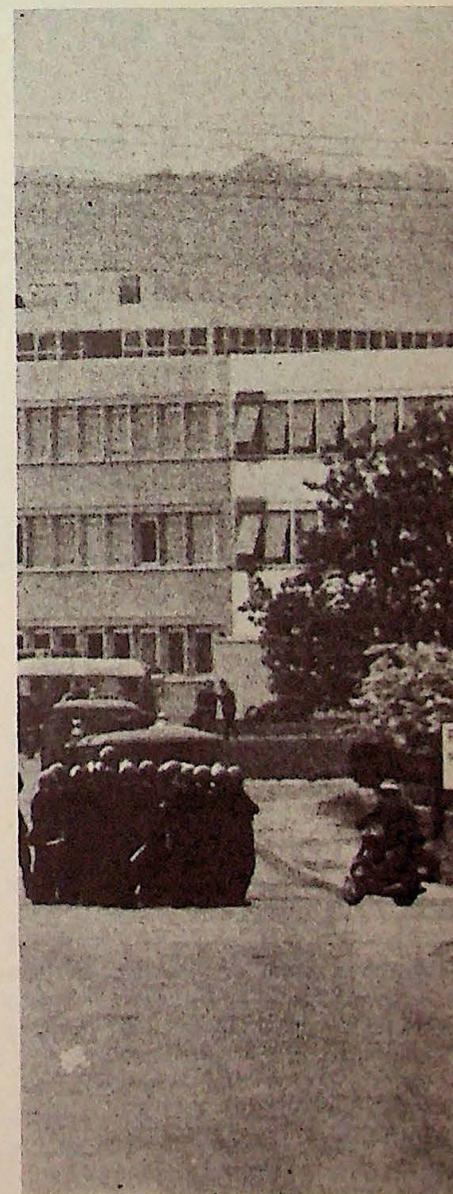
Une explication a été entreprise dans tous les bureaux, les employés durent se prononcer sur le type de grève qu'ils souhaitaient.

Les discussions engagées par la direction se sont faites sur la plate-forme suivante :

- Satisfaction des revendications O.S. ;
- Paiement des heures du personnel lock-outé ;

— Grille unique du manoeuvre à l'ingénieur.

Les négociations échouent durant le week-end, un nouveau meeting, le 11 mai, réunit 20.000 travailleurs. La C.G.T. (Sylvain) réaffirme à 14 heures « sa volonté d'arriver à une solution à tout prix ».



Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h ; samedi de 9 h à 13 h

VOUS PROPOSE

Liste N° 8

- Fascisme et dictature, N. POULANTZAS 23,70 F
- Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, J. DAUBIER 18,10 F
- Contrôle ouvrier, conseils ouvriers, autogestion, E. MANDEL 18,10 F
- Marx et Engels, D. RIAZANOV 15,00 F
- La Commune, le conseil municipal et les citoyens, R. BEAUNEZ et M. DEJOUR 9,00 F
- La bolchevisation du P.C.F., 1923-1928, JEDERMAN 8,70 F
- L'économie mondiale et l'impérialisme, N. BOUKHARINE 15,00 F

Prix réel : 107,60 F

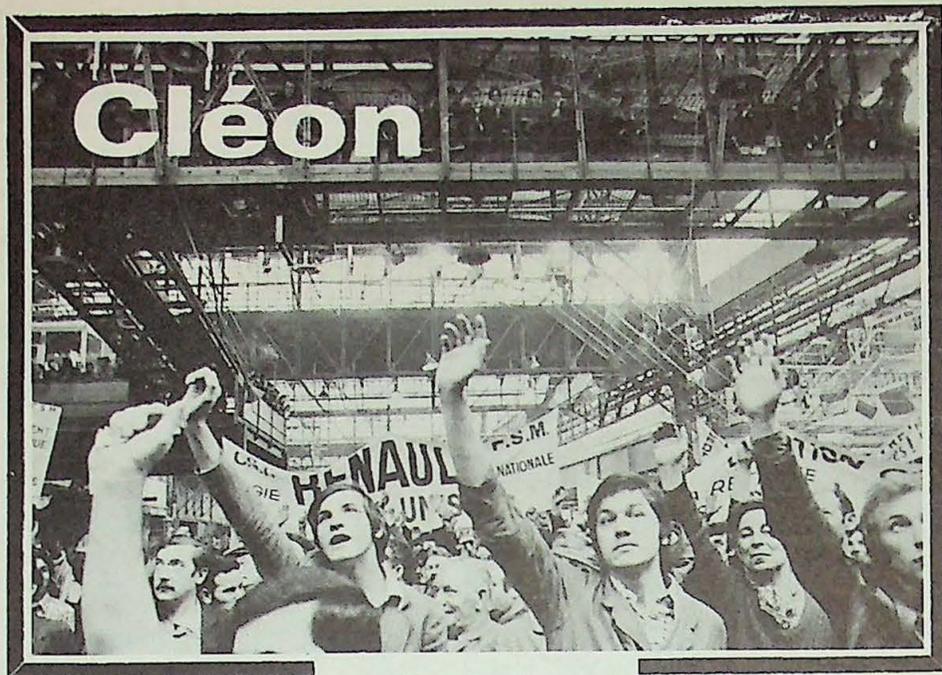
Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE

54, boulevard Garibaldi, Paris (15^e)

C.C.P. 58.26.65 - Paris

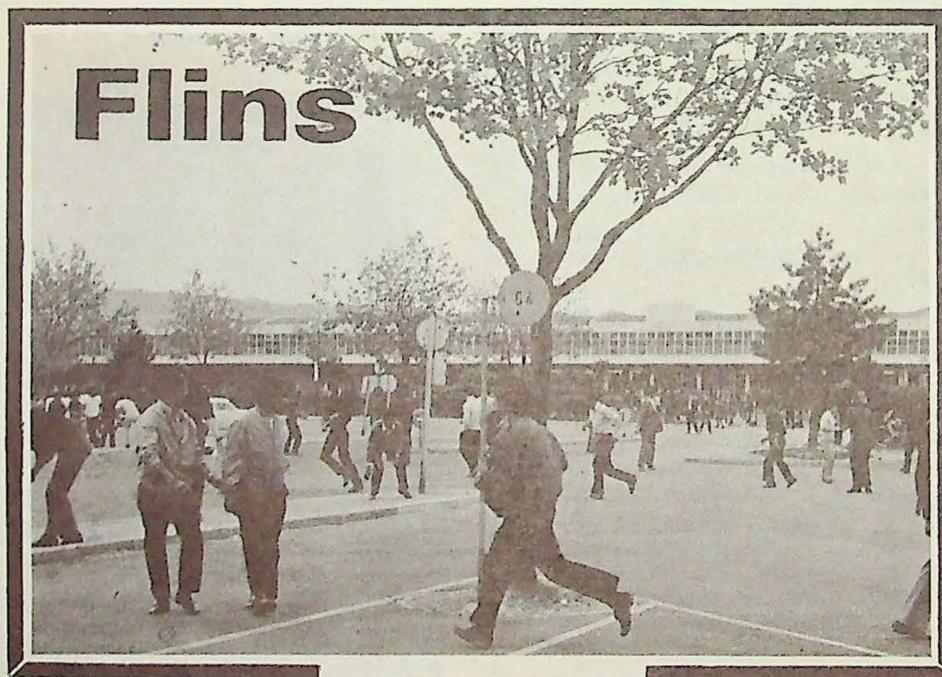
Paiement à la commande



Dans cette unité de 7.000 travailleurs, les O.S. sont majoritaires. Ils fabriquent et montent les moteurs et les boîtes de vitesse. Un vote à bulletin secret, organisé le mardi 4 mai, montre la volonté combative. Le débrayage est donc effectif dès le 5 mai, pour trois objectifs :

- Statut unique du manœuvre au cadre ;
 - Pas de coefficient inférieur à 145 ;
 - Retour aux 40 heures et abaissement de l'âge de la retraite.
- A la suite d'un défilé mercredi

matin dans l'usine regroupant près de 2.000 travailleurs, les syndicats appelèrent à la dislocation. La jonction ne peut se faire avec les équipes d'après-midi. La C.G.T. agresse des distributeurs de tracts de la Ligue communiste. Elle n'organise pas la mobilisation et renvoie les travailleurs du matin chez eux. La journée du jeudi est aussi marquée par l'absence de volonté des dirigeants syndicaux. Ce n'est qu'à la suite de l'annonce du lock-out de la moitié de l'usine, vendredi, que les travailleurs appelés à un meeting décidèrent d'occuper l'usine.



Le mouvement est long à démarquer malgré la combativité d'une partie des ouvriers qui se mobilisent dès le début, organisant des défilés dans les ateliers et parlent même d'occupation. Deux jours plus tard, une seule équipe est presque totalement en grève (sur trois équipes). La direction, elle, veut à tout prix bloquer le mouvement, et le mercredi 5 mai annonce un lock-out technique touchant 14.000 ouvriers sur 18.000 pour le lendemain matin (ce qui est injustifié, les stocks étant encore suffisants).

Cependant, le noyau dur de grévistes tente d'occuper l'usine le soir même, mais se retrouve trop

minoritaire, la C.G.T. étant contre, et la C.F.D.T., bien que prête à suivre, ne voulant pas en assumer la responsabilité. La direction, quant à elle, avait mobilisé la maîtrise, les cadres et les flics-Renault pour empêcher l'occupation.

Le vendredi 6 : 300 travailleurs grévistes venus à l'usine par leurs propres moyens se retrouvent face à 500 chefs et flics qui se tiennent dans l'usine. Un meeting se tient où la C.F.D.T. et la base ouvrière proposent que, durant le week-end, les travailleurs présents aillent mobiliser les travailleurs et s'organisent pour pouvoir être plusieurs milliers devant l'usine lundi matin en vue de l'occuper.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N° 18-19	La hiérarchie des salaires.	2 F
	Le numéro double	
N° 20-21	Le capitalisme contemporain.	2 F
	Le numéro double	

Numéros disponibles :

N° 8-9	Histoire du P.S.U.	
N° 13	Les petits commerçants et la crise du commerce.	
N° 16	Les travailleurs immigrés.	
N° 17	Les fondements de l'exploitation capitaliste.	
Le numéro simple	1 F
Le numéro double	2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV*

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Quelques camarades interviennent pour proposer l'action immédiate, ce qui est une erreur vu le rapport des forces. La bagarre se déclare et tous les travailleurs présents (C.F.D.T. comprise) repoussent deux fois la maîtrise dans l'usine.

Le soir même, la radio (Europe 1, France-Inter) annonce froidement que 150 « gauchistes » voulant pénétrer dans l'usine ont été repoussés par les « ouvriers ».

Lundi matin, devant 2.000 travailleurs, les flics empêchent l'occupation de l'usine.

Grève à la C.I.T.

Comme l'avait souligné J. Ker-goat dans « T.S. » n° 494 du 29 avril 1971, s'est déclarée à la C.I.T. une grève axée essentiellement sur le problème des transports dans le cadre d'une décentralisation de l'usine vers la zone industrielle de Vélizy (obtention de lignes de cars gratuits desservant l'usine).

La forme de cette grève (envahissement des bureaux de la direction) a souligné à l'intérieur de la section syndicale C.G.T. une dissension grave entre les militants du P.C. (soutenus par l'Union locale) et les militants révolutionnaires.

En effet, les militants du P.C. s'opposaient aux formes que prenait la grève.

Consciente de notre division, la direction a organisé la riposte : licenciement de 14 ouvriers et de 4 délégués.

Le personnel divisé et démoralisé par l'action des militants du P.C. a peu réagi ; si bien que la section syndicale a été obligée de signer, pour obtenir la réintégration des licenciés, un texte où elle regrettait les « incidents » qui s'étaient produits et s'engageait à ne plus appeler à l'envahissement du bureau de la direction et à la séquestration.

L'analyse plus détaillée de cette grève, de la politique anti-sociale de la C.I.T., des manœuvres des militants du P.C. paraîtra dans un prochain numéro.

Pour l'unité du front de classe

L'offensive du P.C.F. contre un courant révolutionnaire en pleine progression est un élément dominant de la situation actuelle.

Alors que le pouvoir est en difficultés graves depuis plusieurs mois avec les ouvriers, les lycéens et les paysans, alors que la stabilité économique et sociale du régime est en question, la direction du P.C.F. a jugé bon de diviser les travailleurs en lutte.

Dans le conflit qui vient d'éclater aux usines Renault, elle utilise à fond ses militants pour faire la chasse aux « gauchistes », elle entretient une atmosphère de crainte préjudiciable à l'action contre les manœuvres du patronat et du gouvernement. Déjà, dans plusieurs entreprises, des militants révolutionnaires, dont de nombreux militants du P.S.U., ont été agressés par des commandos tenus dans l'ignorance des positions réelles de ceux qu'ils attaquaient.

La Direction politique nationale du P.S.U. dénonce ce dévoiement du syndicalisme tel qu'il s'est manifesté ces derniers jours, au Mans, à Sartrouville, à Gennevilliers, à Malakoff et Aubervilliers. Elle attire l'attention des travailleurs sur la gravité d'agissements qui mettent en danger l'ensemble du mouvement ouvrier. Elle appelle les travailleurs, sans distinction d'organisation, à soutenir politiquement et financièrement la lutte des ouvriers de Renault et à se prononcer pour la démocratie ouvrière, c'est-à-dire pour la libre confrontation sur les objectifs et les méthodes de la lutte revendicatives.

En balayant cet antigauchisme frelaté qui se prévaut de provocations isolées pour attaquer tout un secteur du mouvement de masse, les travailleurs créeront peu à peu les conditions de leur propre victoire. □

Se libérer de Moulinex

Jacques Ferlus

Alençon au matin du 8 mai. Comme partout on traîne les enfants des écoles aux cérémonies commémoratives de la victoire de 1945. Quelques dizaines de personnes défilent dans l'indifférence.

Les Alençonnais regardent. Ils pensent à un autre défilé qui, quatre jours auparavant traversait la ville. Ils étaient 2.000... Deux mille travailleurs qui manifestaient leur solidarité aux grévistes de « Moulinex », principale entreprise locale.

Ici, le conflit « Moulinex » n'a laissé personne indifférent. La mauvaise réputation de cette entreprise s'étend bien au-delà de la population ouvrière. « Moulinex », c'est le croquemitaine d'Alençon. « Si tu ne travailles pas bien en classe tu iras chez Moulinex » ; c'est la menace qu'entendent quotidiennement les écoliers de la région.

Moulinex libère la femme, dit la publicité, et enchaîne les travailleurs, ajoute la C.G.T. locale. Tout le monde s'accorde sur la deuxième moitié de la formule.

Un "bricoleur" devenu milliardaire

Il y a une cinquantaine d'années, Jean Mantelet, le P.D.G. de « Moulinex », n'était qu'un « humble bricoleur » qui « libéra » sa propre femme en inventant le moulin à légumes. Il la libéra d'autant mieux qu'il industrialisa son invention et réussit à en tirer fortune. Aujourd'hui, Mme Mantelet, n'a plus besoin de faire elle-même ses purées.

Depuis, grâce à l'électricité, la « gamme Moulinex » s'est considérablement agrandie. Du moulin à café à la rôtissoire, ce sont soixante-dix appareils différents que Jean Mantelet propose aux femmes, et cela à des prix défiant toute concurrence (c'est vrai) pour une qualité égale ou supérieure aux autres (c'est vrai aussi).

Ainsi, en cinquante ans, Moulinex est passé d'un petit atelier à Belleville à cinq usines à travers la Normandie occupant 6.500 salariés. L'entreprise possède encore des projets d'expansion, notamment dans la région parisienne.

Moulinex est une des meilleures entreprises françaises sur le plan du profit. En 1970 le bénéfice a été supérieur de 26,61 % à celui de 1969. Au cours du premier trimestre 1971 le chiffre d'affaires s'est élevé à 72.838.200 F, soit 13,79 % de mieux que pour la même période en 1970.

Moulinex presse aussi le citron

Sur les 2.500 travailleurs de l'usine d'Alençon, comme dans toutes les autres usines du groupe, la plus forte proportion appartient aux OS. Ces travailleurs sont en majorité des femmes. La fabrica-

tion des appareils étant finalement aussi simple que leur emploi, quoique plus dangereuse, « Moulinex » a choisi de s'implanter en Normandie pour mieux y exploiter une main-d'œuvre souple. Les jeunes ruraux sont à la recherche de débouchés, ils n'ont que peu de formation professionnelle, travaillant à Alençon ils n'ont pas besoin de quitter le domicile familial. On peut donc se permettre de les payer à bas prix.

Pour d'autres, particulièrement les femmes, travailler chez « Moulinex », c'est apporter un salaire d'appoint qui permettra de mieux vivre, de s'offrir quelques gadgets électro-ménagers... Bref, se libérer au sens où l'entend M. Mantelet, c'est-à-dire s'aliéner toujours plus. « Moulinex » est bien un champion de la société de consommation.

Alençon ne peut pas encore se glorifier de posséder une tradition ouvrière et « Moulinex » fait tout pour que les choses demeurent en état. L'usine est coupée en trois par deux routes. Dans l'entreprise on travaille en petits groupes de cinquante ou soixante personnes pas plus. On fait tout pour qu'il n'y ait pas de contacts entre les ateliers, les chaînes, les différentes spécialités, les OS et les techniciens. « Moulinex » constitue une multitude de petits ateliers auxquels on veut conserver la structure artisanale.

Grâce à ce système, la direction peut s'offrir des syndicats, des délégués, un comité d'entreprise et faire comme s'il n'y avait pas de problème, donner l'illusion que « Moulinex » est une grande famille.

Mais tout a une fin.

La révolte des femmes

Tout a commencé au début du mois d'avril par une série de débrayages quotidiens lancés par les syndicats, plus particulièrement chez les professionnels.

Mais voilà que quelques jours plus tard, une nouvelle se répand dans l'usine : « Les femmes viennent d'arrêter : elles sortent. » Elles sortent en effet, et défilent à travers l'usine avec une revendication, une seule : « 800 F par mois ». La majorité des salaires est très nettement au-dessous, autour de 700 F.

Surprise de la C.G.T. : le mouvement est parti de quelques dizaines de jeunes femmes qui ne s'étaient pas, jusque là, manifestées par leur militantisme.

La C.G.T. et F.O. (la C.F.D.T. n'est pas représentative à Alençon) n'auront malgré tout pas à faire des pieds et des mains pour rattraper le mouvement. Les OS le leur remettent. Les syndicats ne sont pas chauds pour la grève, ils ont objectivement raison. Pour paralyser sérieusement la production chez « Moulinex » mieux vaut

débrayer un quart d'heure toutes les heures que quelques jours. Mais ils ne pouvaient pas prévoir que le conflit allait durer plus de deux semaines.

Les travailleuses ne veulent pas tergiverser : « Nous ne reprendrons le travail que lorsque nous aurons obtenu nos 800 F. »

Dès lors, l'ensemble des travailleurs de l'usine s'engage dans le conflit par solidarité. Les OP se mettent en grève sans revendication propre, seulement pour les 800 F des OS.

« Les femmes gagnent plus qu'elles ne valent »

A la revendication des travailleurs, la direction répond : « impossible ». Elle tente de briser le mouvement en mettant toutes les usines du groupe en chômage technique.

La manœuvre est un échec, les chômeurs, bien que plus nombreux, ne s'opposent pas aux grévistes. Tout au contraire, la majorité s'estime en grève, même si elle ne juge pas utile de s'y déclarer.

On s'installe dans la grève. La solidarité s'organise. En une seule journée, Alençon procure 3.000 F. Par l'intermédiaire de la section P.S.U., le C.D.J.A. peut organiser des ventes de lait, œufs et pommes de terre à la porte de l'usine. Des discussions s'engagent entre les ouvriers et les paysans.

Devant l'ampleur du mouvement et la détermination ouvrière, la direction accepte la négociation.

Les représentants du « libérateur de la femme » y tiennent de drôles de propos : « Les femmes gagnent plus qu'elles ne valent », « A Buchenwald c'était pire et il y a eu des rescapés. »

Les travailleurs refusent de faire le moindre pas en arrière : 800 F... Le 7 mai, la direction capitule. C'est la victoire des OS. La C.F.D.T. de l'usine de Caen, en grève depuis trois jours seulement, fait savoir qu'elle n'est pas d'accord et décide de continuer la grève. A Alençon on ne comprend pas, on a obtenu ce pour quoi on se battait, on décide de reprendre le travail le lundi 10 mai au matin.

Une grève de province

En définitive c'est une grève bien banale que celle-là. « Une grève de province » ainsi que le disent les militants d'Alençon, comme pour s'excuser de ne pas avoir eu de gros problèmes dans les rapports entre syndicats, de n'avoir pas eu de « gauchistes » et tout ce qui est nécessaire pour avoir droit à la télé et à quelques vacheries dans « l'Humanité ».

Mais 17 jours de grève, on n'avait jamais vu ça à Alençon, pas plus qu'un tel courant de sympathie dans la population pour l'action des travailleurs. C'est bien la preuve que beaucoup de choses changent. Le premier pas dans la révolte est bien souvent aussi le premier vers la révolution.

Combien y a-t-il d'Alençon à travers le pays ? □

Le C.E.A. en grève

Au Bouchet, l'usine de production d'uranium du C.E.A. a été fermée au bénéfice d'une usine similaire (Malvesi) aux mains des industries privées.

A l'appel des trois syndicats, C.G.T., C.F.D.T., F.O., les travailleurs du C.E.A. étaient invités à faire grève et à venir manifester dans Paris et Avignon le 5 mai 1971, pour lutter contre les licenciements prononcés à l'usine du Bouchet, et la crise de l'emploi au C.E.A.

A Avignon, environ 1.500 manifestants étaient dans la rue, et un millier près du siège du C.E.A., à Paris, avec les mots d'ordre « Nouvelle société, travailleurs sacrifiés », « Pas un seul licenciement ». La mobilisation avait été préparée par des assemblées du personnel par bâtiments, par laboratoires, et une assemblée générale avant la manifestation.

Pendant les luttes de l'automne 1969 au C.E.A. les directions syndicales mettaient en avant des mots d'ordre de défense de la recherche, défense de l'intérêt national. Sous l'impulsion des travailleurs les plus conscients, les mots d'ordre se sont déplacés vers la défense des travailleurs et en particulier la sécurité de l'emploi.

A Paris, une forte minorité a refusé de se plier au désir du flic qui guidait les « responsables » syndicaux, et qui voulait que la manifestation aille se noyer sur le Champ de Mars, au lieu d'atteindre son but, le bureau du patron Giraud. C'est pourquoi les manifestants déterminés se sont assis sur la chaussée, mettant ainsi les directions syndicales dans l'embarras. A l'avenir il faudra bien choisir entre les processions rituelles, et les manifestations plus combattives et payantes.

Les réactions de la direction de la C.G.T. ont été conformes à ce qui se passe au niveau national : attaque du mouvement révolutionnaire par l'insulte. Un tract affiché du 6 mai parlait de « minorité folklorique » qui aurait apporté la confusion à la fin de la manifestation.

Confusion, oui ; mais il est à regretter qu'elle ne soit pas correctement expliquée par tous ceux qui la déplorent.

Quant à cette « minorité folklorique », composée de militants de la C.G.T., de la C.F.D.T., de non syndiqués, de membres d'organisations révolutionnaires, de progressistes non organisés, elle se développe aussi au C.E.A., adhère de mieux en mieux aux volontés d'émancipation des travailleurs, et n'est pas prête à se satisfaire de l'unité au rabais. □

Les travailleurs face au piège des élections

En décembre 1970, avec la déclaration de l'état d'exception à Guipúzcoa et la suspension de l'article 18 du Fuero des Espagnols (Constitution) sur tout le territoire, devait culminer l'escalade du régime franquiste et, plus particulièrement, de l'équipe opusdésiste actuellement au pouvoir.

Aux arrestations, aux licenciements, aux procès des militants ouvriers traduits devant les tribunaux d'exception, sont venus s'ajouter d'autres formes de répression beaucoup plus dures — tortures physiques et morales, interrogatoires épuisants, pressions psychologiques — qui rendent de moins en moins crédible l'image d'un régime aux abois, miné par ses contradictions et sur le point de s'effondrer.

En effet, divisés sur des questions secondaires, les différents

clans qui forment le franquisme se retrouvent d'accord sur un point essentiel : la nécessité d'utiliser à fond l'arsenal répressif fasciste pour briser les luttes de masse et les mouvements revendicatifs qui ne cessent de se développer depuis ces dernières années. La crise ouverte par le procès de Burgos, sommet de l'escalade répressive face à la montée des luttes populaires, a obligé l'oligarchie à se fixer une règle de conduite pour l'avenir politique de l'Espagne : « dureté dans l'ouverture ». Telle est la phrase-clé, prononcée par l'amiral Carrero Blanco devant les Cortes (Parlement), qui résume parfaitement l'esprit dans lequel les classes dirigeantes du pays entendent s'engager dans l'après-franquisme.

De là l'illusion de penser que l'évolution du régime franquiste vers une démocratie bourgeoise puisse résulter de sa propre évolution ou d'une grève générale politique (thèse du P.C. espagnol) ouvrant la porte à un « pacte pour la liberté » conclu « entre tous les opposants au régime sans exclusivisme » (1). Cela reviendrait en effet à admettre que, dans les deux cas, l'oligarchie — et non les masses — resterait l'arbitre du jeu, que les libertés « formelles » qu'elle pourrait accorder seraient non pas le fruit d'un nouveau rapport de force, classe ouvrière-peuple-oligarchie, mais plutôt la preuve de la capacité de cette même oligarchie à se transformer pour perpétuer sa domination politique et économique.

1970, année de lutte

De là l'importance d'offrir une alternative révolutionnaire à ces projets intégrationnistes : cette alternative, l'expérience de ces cinq dernières années de lutte le prouve, ne pourra résulter que d'une large mobilisation des masses populaires, conduites par la classe ouvrière et ses organes autonomes de masse, commissions ouvrières et comités. Pour tous les révolutionnaires de la péninsule une autre tâche urgente à l'heure actuelle, outre le renforcement et le développement des organisations de classe existantes, c'est de construire un parti d'avant-garde, forgé dans les luttes quotidiennes, issu de ces mêmes organisations et capable de diriger correctement la lutte révolutionnaire.

Dans cette perspective une nouvelle étape a été franchie en 1970. Malgré leur niveau encore inégal d'implantation et de coordination, le danger de bureaucratisation qui les menace, les commissions ou-

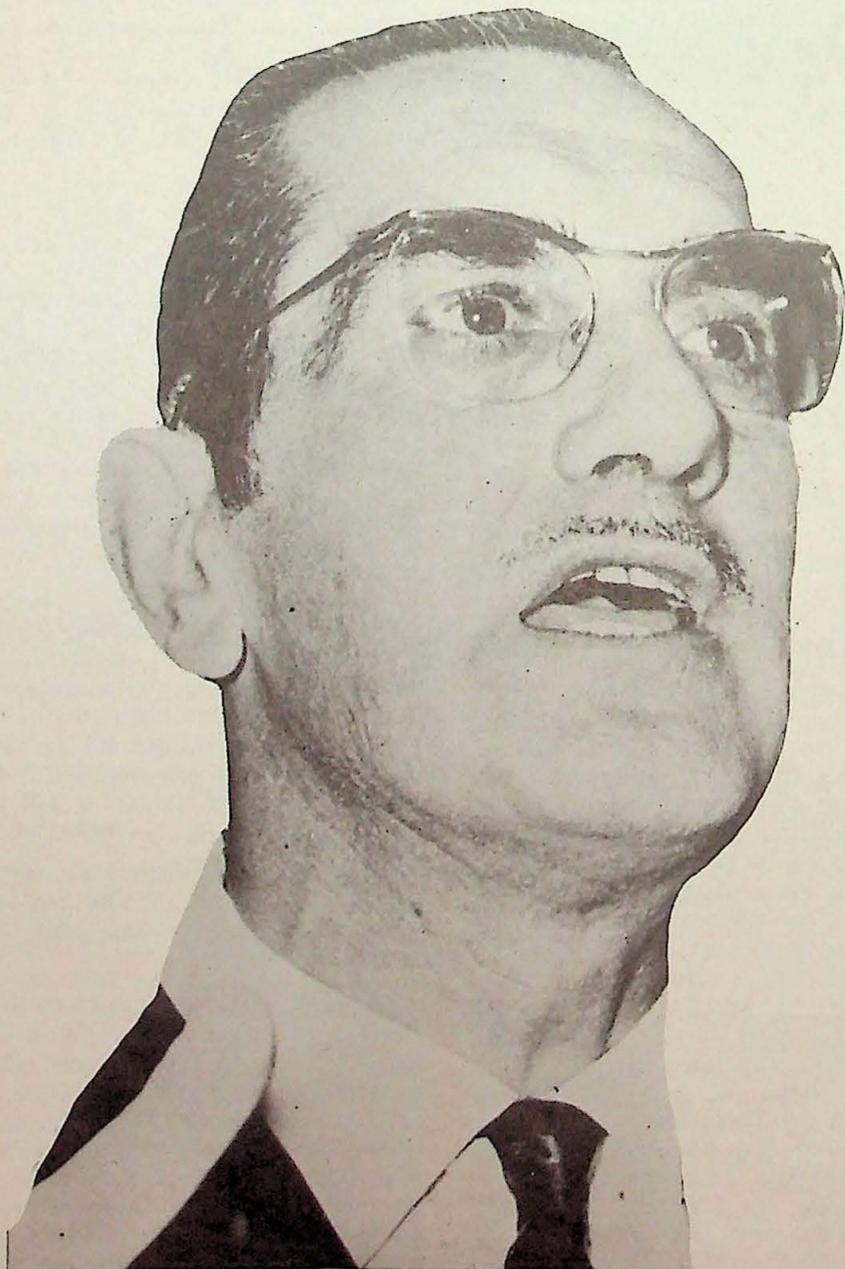
vrières ont été à l'avant-garde du combat mené par les travailleurs. Pendant cette période le mouvement de masse s'est amplifié, les grèves se sont multipliées dans des secteurs très différents de la production : dans les mines des Asturies, dans la sidérometallurgie (Catalogne, Pays Basque, Madrid et Navarre), le bâtiment, Madrid et Séville, les transports en commun (Gijón, Las Palmas et surtout Madrid avec la grève du métro, la première en trente ans), les boulangers, la banque, l'agriculture (Marco de Jerez), etc.

Malgré les exactions du terrorisme « légal » (deux morts à Erandio, trois à Grenade, un à Eibar), qui se manifeste dès qu'un conflit éclate par l'intervention de la police du syndicat vertical et qui se conclut par le licenciement et l'emprisonnement des travailleurs les plus engagés dans la lutte, les actions revendicatives, en se heurtant à une répression systématique de la part des autorités et du patronat, mettent à nu aux yeux des travailleurs leur caractère d'affrontement de classe. A preuve les actions de solidarité de plus en plus nombreuses qui se déclenchent pour appuyer une grève ou pour exiger la réintégration des camarades licenciés, actions qui débordent souvent le cadre étroit de l'usine comme hier à Bandas, plus tard à Orbegozo, aujourd'hui à la Harry-Walker, à Macosa ou à Eaton Ibérica...

Dans les conditions d'oppression et d'exploitation auxquelles se trouve soumis le prolétariat, la lutte économique débouche de plus en plus sur une lutte pour des objectifs politiques : ainsi la journée du 3 novembre dernier, au cours de laquelle, à l'appel des commissions ouvrières, des dizaines de milliers de travailleurs manifestèrent pour la première fois contre la répression et pour la libération des prisonniers politiques, ainsi la lutte menée par les masses populaires (à Euzkadi notamment), pour sauver les seize révolutionnaires basques menacés de mort, ainsi également la grande bataille que préparent les organisations ouvrières autour des prochaines élections syndicales...

Pourquoi une nouvelle loi syndicale ?

Au mois de janvier dernier, immédiatement après le verdict de « clémence » qui devait mettre fin au procès de Burgos, la répression « froide » se déclenchait avec une violence rarement atteinte au cours de ces dernières années. La chasse aux militants était ouverte : à Madrid, Barcelone, Séville, Bilbao, Carthagène, plus tard à Bilbao, Saint-Sébastien, Pamplune, les arrestations se comptaient par centaines. Les membres des commissions ouvrières étaient particulièrement visés, ainsi que les organisations politiques implantées en milieu ouvrier. Donnant carte blanche aux sbires de la brigade politico-sociale, le régime prouvait sa détermination d'en fi-



M. Enrique Garcia del Ramal, ministre des « syndicats ».



nir une fois pour toutes avec les « foyers de subversion ».

Par ailleurs, le gouvernement, encore mal remis des secousses du procès de Burgos, devait affronter une triple tâche : empêcher l'éclatement du cabinet « homogène », fut-ce au prix de quelques concessions de pure forme à ses détracteurs, désarticuler avant l'été les groupes d'opposition les plus actifs, poursuivre simultanément une politique d'« ouverture » adaptée, selon ses propres mots, « au niveau réel d'évolution sociologique atteint par le pays », la pièce maîtresse de cette politique devant être une nouvelle loi syndicale, bloquée aux Cortes depuis plusieurs années, et qui, une fois votée, serait suivie à brève échéance d'élections dans tous les centres de travail. Il faut rappeler que cette loi, approuvée aux Cortes au mois de février dernier, ne représente rien d'autre que la volonté des possédants de perpétuer, avec un léger ravalement de façade, le syndicat vertical fasciste, instrument d'encadrement et de surexploitation des travailleurs créé en 1939 par l'Etat fasciste.

Les dernières élections syndicales remontent à 1966. A partir de 1962, date de l'apparition du mouvement des commissions ouvrières, l'existence du syndicat vertical apparaît de plus en plus menacée : la classe ouvrière découvre sa force et organise sa lutte en dehors des structures officielles. Les capitalistes et le syndicat fasciste décident alors de récupérer cette lutte, de la canaliser pour mieux la contrôler : ils vont organiser pour cela des élections « libres et démocratiques ». **Vote pour le meilleur**, affirmait le slogan officiel. En pleine période de « libéralisation », le régime va ainsi

« offrir » aux travailleurs la possibilité d'élire aux postes de délégués d'usines les meilleurs d'entre eux.

La décision de participer à ces élections prise par les commissions ouvrières était correcte. A condition d'utiliser les ressources légales, une fois élus leurs représentants — comme ce fut le cas dans de très nombreuses usines — pour renforcer les organes de base et de coordination... sans tomber dans le panneau du « légalisme ». Cependant le courant politique majoritaire des CC.OO., celui du P.C., poussa celles-ci à mener une lutte à ciel ouvert, afin d'imposer leur reconnaissance officielle... Le prix payé pour cette erreur tactique fut extrêmement lourd. De 1966 à 1968 plus de 1.800 délégués furent expulsés du syndicat, licenciés et même, très fréquemment, arrêtés ou emprisonnés. Certains se laissèrent corrompre ; d'autres enfin démissionnèrent individuellement ou collectivement (comme à Navarre).

En 1971, la bourgeoisie tend à la classe ouvrière le même piège qu'en 1966. En effet, elle a de nombreux motifs d'inquiétude. En 1970, la lutte s'est élevée à un niveau jamais atteint à ce jour. Après Burgos, malgré la répression qui s'abat sur les organisations ouvrières, les travailleurs sont passés à l'offensive. Depuis le mois de janvier les grèves sont reparties de plus belle : Harry-Walker, Masosa, Maquinista, Cipalsa, Faessa, Philips en Catalogne, Standard et Barreiros à Madrid, Papelera Española y Orbegozo (Biscaye), N.M. Quijano (Santander), Super-Ser, Eaton Ibérica, Potasas (Navarre)... Certaines de ces grèves ont provoqué un grand mouvement de solidarité (Harry-Walker, Maquinista,

Eaton) et se sont maintenues pendant près de deux mois. De nouvelles formes de lutte et d'organisation, de nouvelles revendications sont apparues au cours de ces conflits, dont la plus importante est sans doute l'Assemblée, organe de décision et de démocratie ouvrière de tous les travailleurs. Au cours de ces assemblées, les travailleurs ont systématiquement exigé la démission de leurs représentants « légaux » et décidé le boycott des élections.

Comme si rien ne s'était passé depuis 1966, la « direction » des CC.OO. a lancé la consigne de participation. A l'intérieur de ce mouvement un courant de plus en plus en plus puissant, parti de la base, (en Navarre, Guipúzcoa, Catalogne, principalement et dans de nombreuses commissions de branche ou de localité), se déclare prêt à lancer une offensive contre le syndicat vertical, à renforcer les organes de lutte dans les usines, à préparer une alternative à l'actuelle direction bureaucratique des CC.OO. (sans toutefois rompre l'unité d'ensemble de ce mouvement) et à organiser le boycott des élections.

Comme affirme un tract des CC.OO. de Barcelone : « Le capitalisme possède une arme : le syndicat vertical, mais il tremble lorsque nous utilisons nos armes à nous : la grève, le débrayage, les assemblées, et surtout lorsque nous nous unissons. **L'union et l'organisation sont les deux armes fondamentales de la classe ouvrières.** » □

(1) Soulignons que parmi les signataires éventuels de ce pacte on retrouverait, entre autres, des « opposants », membres à part entière de l'oligarchie tels que : Sustrategui, Ruiz Jimenez, le comte de Motrico, etc.

Pompidou-Franco

Cinq mois après Burgos, Pompidou se venge vis-à-vis des militants basques qui avaient soutenu la lutte d'Izko et de ses camarades. Au moment même du procès devant la poussée populaire, en faveur des militants basques emprisonnés, Pompidou n'avait pas osé frapper.

En interdisant l'entrée des départements frontaliers à A. de Monzon et au vice-président d'Anaï Artea (association de solidarité basque) ; c'est un sérieux coup de main que Pompidou offre à Franco. C'est un coup de poignard aux militants basques emprisonnés et à tous les travailleurs espagnols victimes de la répression. Le gouvernement espagnol ne s'y est d'ailleurs pas trompé.

La nouvelle était en bonne place dans tous les journaux franquistes.

A la prochaine exaction de Franco, si nous avons droit aux larmes de crocodile de Pompidou à la télévision, nous saurons à quoi nous en tenir !

Maroc

Le 17 mai, s'ouvre au Maroc le deuxième procès de Marrakech, aboutissement du 5^e « complot » inventé par le roi Hassan et ses tueurs Oufkir, ministre de l'Intérieur et Dlimi, directeur de la Sécurité nationale.

Arrestations, enlèvements, disparitions, tortures, n'ont pas cessé depuis deux ans. 193 inculpés, 48 d'entre eux dont 32 contumaces risquent la peine de mort, 124 la réclusion perpétuelle.

L'instruction s'est déroulée dans le mépris total des droits élémentaires de l'individu et en violation de la loi sur la garde à vue.

Le procès s'ouvre sans que soit admise la présence d'avocats étrangers et seules seront autorisées, les informations officielles, les journaux de l'opposition étant interdits depuis longtemps.

Un climat d'extrême tension fait craindre le pire pour nos camarades du Maroc, si la solidarité du mouvement révolutionnaire n'en appelle pas à l'opinion internationale pour éviter de nouvelles séries de condamnations et d'exécutions.

Lundi 17 mai à 20 h 30, Maison du Maroc, 1 bd Jourdan, Paris 14^e, meeting étudiant à l'occasion de l'ouverture du procès.

L'internationalisme commence chez nous

Gilbert Hercet

A partir d'une lutte concrète — dans le 19^e arrondissement à Paris — un camarade du P.S.U. nous a fait parvenir le texte suivant, qui présente les remarques, à la fois théoriques et pratiques, que lui inspire le combat qu'il mène, au sein d'un groupe de militants révolutionnaires. Nous souhaitons que d'autres correspondants nous envoient de même des articles fondés sur l'expérience d'une lutte menée sur le terrain, afin de faire progresser notre information et notre réflexion collective sur ce problème fondamental qu'est la situation des travailleurs immigrés dans ce pays. T.S.

« Malgré les belles paroles de Pompidou sur « l'aide désintéressée de la France », les travailleurs immigrés sont importés, de plus en plus nombreux, comme de vulgaires marchandises, sans que l'on se soucie de leur procurer des conditions de vie décentes, mais qu'on parque dans des emplois et des logements misérables. » (Dépliant « Paris aux travailleurs »).

Des textes du conseil national, des « articles de fond » dans « T.S. » reprennent de temps à autres cette question, histoire de dire qu'on n'oublie pas le problème. Et pourtant nous n'avons guère progressé, ni théoriquement ni pratiquement, sur ce terrain.

C'est si facile de passer devant un porche en ignorant que, derrière, s'entassent 400 travailleurs immigrés avec des rats, des murs qui suintent, des lits espacés de 20 cm, etc.

C'est si facile d'avoir une attitude compréhensive mais de s'en tenir à des analyses du genre :

● « Ils n'ont pas de traditions de lutte, nous n'avons pas à les catéchiser. »

● « Les soutenir dans leur lutte, c'est tôt ou tard déclencher leur expulsion. »

● « Les travailleurs immigrés ont des intérêts objectifs contradictoires avec ceux des travailleurs français : ils sont là pour casser le marché du travail, ils sont prêts à travailler pour des rémunérations basses, ils sont réticents à l'égard des grèves, ils sont peu syndiqués... En conséquence, ils sont un frein dans la lutte pour le socialisme.

● « Il faut définir des priorités dans nos tâches ; comme les travailleurs immigrés se renouvellent rapidement, un travail avec eux n'est pas rentable. »

Ces réflexions renferment une part de vérité et une part de mystification. En fait elles sont surtout un alibi, car la plupart du temps elles ne se fondent sur aucune pratique militante. Il suffit d'ouvrir les yeux, de faire un travail d'enquête, de porte à porte, pour s'apercevoir que la réalité est toute autre.

Des travailleurs africains luttent dans leurs foyers sans nous avoir attendu.

Beaucoup de travailleurs algériens ont une longue tradition de lutte anti-impérialiste (les comités Palestine sont là pour le prouver aujourd'hui).

La lutte des travailleurs immigrés ne se limite pas aux foyers et bidonvilles (Pierrefitte, Gennevilliers, Massy, Colombes...); leur combativité dans les boîtes est un fait : on se souvient de Penaroya, de Fougerolles... D'autres luttes sont ignorées : à la raffinerie de sucre Lebaudy, où les syndicats n'étaient pas tolérés, où personne n'avait levé le petit doigt en 1968, les travailleurs immigrés ont réussi à imposer une section C.G.T. puis, ont occupé les locaux pour faire aboutir les revendications des travailleurs de l'usine.

Les travailleurs immigrés sont également conscients des risques qu'ils encourent. Ils disent : « Nous n'avons rien à perdre, nous avons tout à gagner. » (Tout le monde ne peut pas en dire autant au P.S.U. !)

D'ailleurs, même lorsqu'ils sont « bien gentils », ils subissent répression, brimades et racisme. Enfin, il ne faut pas oublier que la révolution socialiste ne sera victorieuse en France que par la création de rapports de force favorable à l'échelon mondial entre les forces révolutionnaires et l'impérialisme (voir le rôle de catalyseur joué par la révolution vietnamienne ou la victoire du F.L.N. algérien dans l'émergence d'une nouvelle avant-garde en France). Dans ces conditions, nous ne faisons pas la révolution en France avec les seuls Français. La ségrégation entre travailleurs français et travailleurs immigrés, n'est qu'une contradiction au sein du peuple et justement la lutte avec eux permet de la dépasser. En effet, elle fait avancer idéologiquement la classe ouvrière française, elle fait reculer la bourgeoisie et permet une prise de conscience plus large des intérêts communs face au même ennemi.

Partons d'un exemple concret : celui du foyer Riquet à Paris 19^e.

Par l'intermédiaire du comité Palestine, le contact est établi avec les Africains du foyer : discussion et enquête sur les conditions matérielles ; six grèves précédentes ont avorté par manque de soutien extérieur et de cohésion à l'intérieur du foyer. Un noyau est prêt à lutter mais ne veut pas recommencer les mêmes erreurs.

Le Secours rouge 19^e l'assure de son soutien. Durant un mois et demi les travailleurs du foyer s'attachent à résoudre entre eux les contradictions, (entre ethnies, entre jeunes et vieux). De son côté le Secours rouge contacte médecins et avocats qui viennent faire les constats et rapports. Des travailleurs du foyer de Pierrefitte viennent chaque semaine apporter leur expérience. Aujourd'hui l'unité est faite et la grève est déclenchée. Pour nous la phase préparatoire est terminée, maintenant notre tâche est de populariser au maximum cette lutte en direction des Français (intervention sur les

marchés, sur les boîtes, dans les cafés, etc.), et des autres foyers (par l'intermédiaire des centres d'alphabétisation et des enquêtes).

● **Organisation autonome des travailleurs immigrés** (nous n'avons pas à nous substituer à eux).

● **Liaison avec la classe ouvrière française.**

● **Popularisation de la lutte et protection des immigrés** (les effets de la répression seront d'autant limités que nous saurons créer l'unité populaire autour d'eux).

Voilà quels sont les points qui nous paraissent essentiels.

Au sein du Secours rouge, un certain nombre de camarades travaillent sur cette question. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec eux, mais ils ont le mérite d'avoir une pratique sur ce terrain. Malheureusement, à part quelques sections, les militants du P.S.U. ont encore trop peu brillé par leur présence ! Ce qui est en jeu, c'est pourtant l'unité de la classe ouvrière en France. Et il s'agit que l'internationalisme ne soit pas un vain mot ! □

Rivages

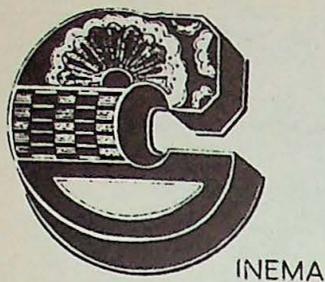
MET A LA PORTÉE DE TOUS

- **LE MAROC**, en toute liberté, en vous offrant le transport avion, une voiture 4 L (kilométrage illimité), et la première et la dernière nuit d'hôtel.
Une semaine **850 F**
Semaine supplémentaire **190 F**
- **L'EGYPTE**, circuit 3 semaines **1.606 F**
- **CUBA**, 3 semaines séjour **1.995 F**
3 semaines circuit **2.500 F**
- **LES INDES**, circuit Inde du Nord et Népal.
3 semaines **3.945 F**
Circuit Inde du Sud et Ceylan.
3 semaines **3.935 F**
- et de nombreuses destinations à la portée des « Jeunes » 18/30 ans, telles que :
TUNISIE, à partir de **595 F**
BULGARIE, 3 semaines **995 F**
TURQUIE, 3 semaines **1.390 F**
et **ISRAEL - MAROC - YOUGOSLAVIE**, etc.

A découper selon pointillé et à renvoyer à :
RIVAGES - 330, rue Saint-Jacques, Paris V^e - Tél. 325-43-99

Veuillez me faire parvenir votre documentation sans engagement de ma part. (Je me recommande de « TRIBUNE SOCIALISTE ».)

NOM
PRENOM
ADRESSE
(Corr. Ilc. A 622.)



INEMA

Petite histoire d'un film censuré

Alain Moutot

Déjà quand il a tourné « Munich ou la paix pour cent ans », pour Richard Harris et Alain de Sedouy, producteurs de la fameuse émission d'information télévisée « Zoom », Marcel Ophuls avait parfaitement réussi à faire de la caméra l'instrument de la dénonciation de la démission des démocraties occidentales devant la montée du nazisme.

Par la suite, le besoin s'est fait sentir encore plus fortement d'analyser une période historique dont on préfère ne pas beaucoup parler en France. Il s'agit de la collaboration. Pour éviter d'insidieuses questions sur les responsabilités, l'historiographie officielle préfère, à longueur de discours, encenser la Résistance, devenue le support d'une légitimité nationale transférée, pour les besoins de la cause, et décorer la sombre réalité d'une certaine France collaboratrice d'arguties juridiques aussi élaborées que peu convaincantes.

D'emblée, le projet du film « Le chagrin et la pitié » gêne et se heurte à un argument cent fois entendu : il vaut mieux, pour sa santé morale, abandonner à l'oubli ce qui constitue la mauvaise conscience du peuple français. Pour sa part, l'O.R.T.F. fait savoir qu'elle ne parrainera pas une initiative si subversive. Ces obstacles ne suffisent pas à retenir la fougue démythificatrice du trio Ophuls-Harris-Sedouy. Il se met à enquêter sur la ville française, dont le récit des péripéties puisse, par une permanente extension, de la partie au tout, exprimer le plus fidèlement les mille facettes de la vie d'une cité occupée et en même temps le plus concrètement synthétiser l'histoire de toute la France de cette époque. Sur les conseils

d'un ancien résistant, la ville de Clermont-Ferrand est retenue. La proximité de Vichy, capitale de la collaboration, l'intense activité du maquis d'Auvergne, l'étroite organisation de la milice ne sont pas étrangères à ce choix.

Au milieu de ces projets de reconstitution de faits passés, l'histoire immédiate survient. C'est mai 68. A la suite de la grève à l'O.R.T.F., Alain de Sedouy et Richard Harris sont exclus de l'Office et leur émission supprimée. Il faut alors se retourner vers les autres télévisions européennes. Ainsi le beau pays de France, où les téléspectateurs ne sont pas considérés comme des adultes, doit s'en remettre à des bonnes volontés extérieures pour découvrir sa propre histoire. Les télévisions suisse et allemande acceptent de financer le projet. La production sera assurée par la société Télévision. Rencontre qui se propose d'exploiter à travers l'Europe le formidable moyen de diffusion de la pensée filmée que constitue la Télécasette.

Ayant censuré le film au stade de projet, l'O.R.T.F. n'a pas eu à interdire son passage à l'antenne car elle a purement et simplement refusé de le visionner et à fortiori de l'acheter.

Même voué à une audience restreinte, « Le chagrin et la pitié » n'en demeure pas moins un événement cinématographique. Documentaire fidèle et expression achevée, cette œuvre mérite que les militants consacrent les quatre heures vingt minutes que dure la projection pour constater combien un film peut faire sentir l'impact d'un passé récent sur la réalité politique d'aujourd'hui. □

luttons culturelles

La lutte de classes

Dominique Nores

Pour la première fois sans doute dans l'histoire des luttes sociales, des ouvriers militants et leurs délégués syndicaux se battent pour qu'une petite équipe de jeu continue à exister. En face des représentants de la famille Peugeot, qui entendent étouffer autour de l'usine toute tentative de flexion sur les conditions de vie de l'ouvrier, ils affirment que soutenir un groupe d'action culturelle, qui se veut au service des travailleurs, fait partie de leurs droits. Aussi replacent-ils la décision prise par la société des automobiles Peugeot de demander compte judiciairement au Théâtre des Habitants des sommes qu'il a reçues du Comité d'Établissement de Sochaux, dans la longue suite des manœuvres répressives par lesquelles le patronat de l'usine manifeste son pouvoir.

Les forces en présence

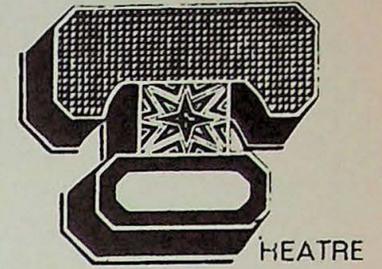
Ce qui, d'emblée, frappe l'imagination, c'est la disparité des forces. D'un côté, le bloc Peugeot et ses patrons de choc régnant pour la seule usine d'automobiles sur 35.000 ouvriers. De l'autre, le Théâtre des Habitants, cinq jeunes gens, comédiens et décorateur, qui ont été formés ensemble à l'École nationale d'art dramatique de Strasbourg.

Or, ces jeunes gens inquiètent le patronat. Peut-être parce qu'ils ont une qualification professionnelle et une cohésion idéologique qui les rend capables d'exprimer au moyen du jeu les tensions du monde actuel. Peut-être parce que s'installant dans un milieu homogène (tout le monde au pays de Montbéliard vit des usines Peugeot), ils en font éclater les contradictions. Dès leur premier spectacle, une présentation du comédien montré comme un travailleur, et un travailleur exploité, ils ont frappé par l'étonnante souplesse avec laquelle ils se sont adaptés à n'importe quels lieux de jeu et aux horaires qui leur permettaient de rencontrer vraiment des ouvriers qui, à l'usine, pratiquent le doublage. Peu à peu, les ouvriers ont souhaité que ce soient leurs propres problèmes — celui, en particulier, des heures supplémentaires — qui soient dramatisés par l'équipe de jeu, et un spectacle a été mis en chantier : différentes scènes ont déjà été montrées, pour que les ouvriers eux-mêmes puissent en faire la critique.

Mais cette disponibilité de la troupe, si elle justifiait parfaitement la décision des élus C.G.T. et C.F.D.T. au Comité d'établissement de Sochaux de la subventionner (90.000 F pour 1970, 120.000 F pour 1971) (1) devait précipiter l'action patronale qui vise à la faire disparaître.

La guerre contre les C.E.

Il faut, bien entendu, replacer cette action patronale dans son cadre, et se souvenir, par exemple, du mouvement de répression de 1965. Une nuit, à 4 heures du matin, la bibliothèque a été évacuée de l'usine dans laquelle le bibliobus n'a plus jamais eu non plus droit d'accès. Les dirigeants de la société Peugeot pensent qu'ils se débarrasseront des hommes comme ils ont fait des livres. C'est compter peut-être sans le mouvement d'inquiétude qui est en train de naître, et qui déborde rapidement la région de Montbéliard. Si la société Peugeot gagne son procès, c'est non seulement la mort du Théâtre des Habitants et de

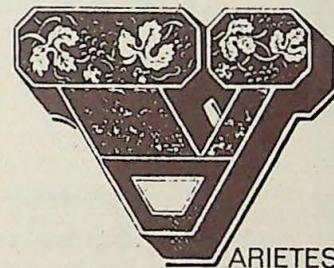


toutes entreprises similaires qu'elle obtient, c'est aussi la remise en question du droit des représentants des ouvriers, réunis en Comités d'Établissement, de gérer au mieux des intérêts de la classe ouvrière des fonds prélevés sur les salaires. On sait que le ministère du Travail est en train de faire un état de l'utilisation des fonds des C.E.

Ce qu'on entend prouver dans les milieux patronaux, c'est évidemment que ces fonds sont mal gérés. C'est pourquoi, de différents points de France, des lettres de solidarité avec le Théâtre des Habitants (2) et avec le C.E. de Sochaux commencent à affluer. Ce qui a été enfin compris, c'est que même si la lutte a eu soudain à Sochaux un visage différent parce qu'engagée d'abord sur le terrain culturel, elle est toujours la même, celle des travailleurs pour leur droit à une vie consciente. □

(1) Sur un budget d'environ 1 milliard d'anciens francs.

(2) 45, avenue des Alliés - 25-Montbéliard.



La Commune

Décidément les spectacles de qualité sur la Commune n'ont pas droit de cité dans les théâtres parisiens.

Simone Bartel n'a réussi qu'à trouver un théâtre lui offrant une heure peu pratique pour la majorité des gens, tous les jours de 18 h 30 à 20 h (sauf mercredi et dimanche) (1).

Durant une heure et demie, Simone Bartel interprète seize chansons dont certaines peu connues, avec une foi et un talent qui méritent l'admiration.

Rassurez-vous, ce n'est pas un tour de chant ordinaire, c'est une évocation prestigieuse et bouleversante de la Commune !

Des textes de liaison, des poèmes, dramatisent le spectacle.

C'est la Commune, qui dans la personne de Simone Bartel revit.

Ce n'est pas une évocation du passé, ni l'odeur des tombes des fusillés, c'est le souffle de la Commune qui passe en nous, ses contradictions, sa grandeur, sa puissance imaginative, son lyrisme, son romantisme, sa foi dans une société socialiste.

Adieu les chimères du prouhonisme et du socialisme utopique !

La Commune c'était comme nous avons essayé de le montrer dans le numéro spécial de « Tribune Socialiste », l'aube de la révolution socialiste contemporaine.

Saluons bien bas l'immense talent de Simone Bartel et mieux encore popularisons ce spectacle en y faisant venir le maximum de travailleurs. □

(1) « Tribune Socialiste » tient à la disposition de ses lecteurs des billets à tarif réduit : 8 F au lieu de 15 F.

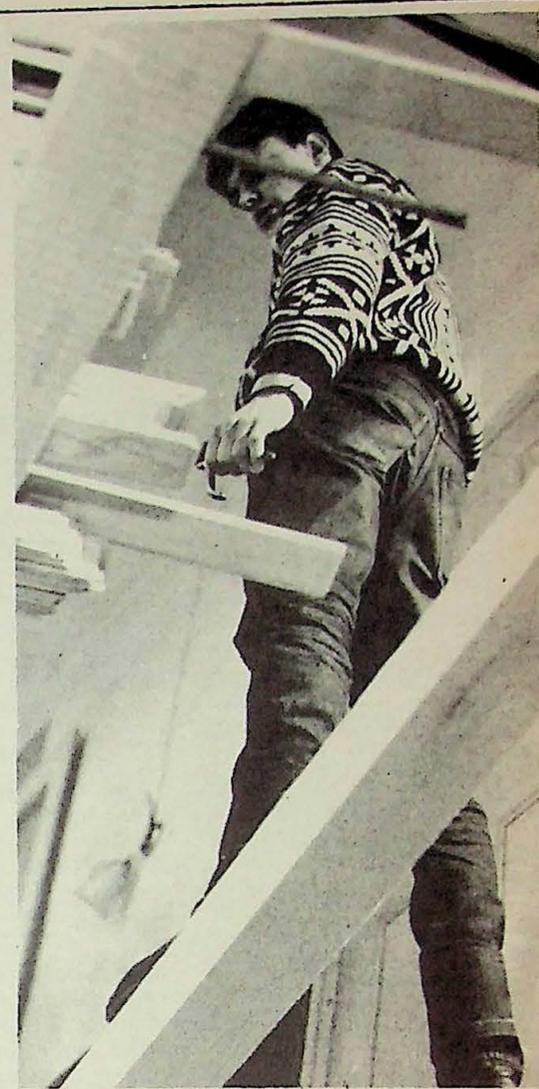
Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom
Prénom
Adresse
Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e

Les travaux du nouveau siège central du Parti sont en cours



Il s'agit d'aménager

- Au rez-de-chaussée :
 - Une salle pour la librairie de « Tribune ».
 - Deux bureaux pour la rédaction du journal.
 - Deux bureaux pour l'administration.
 - Une salle pour le fichier.
 - Une salle d'expéditions.
 - Un atelier d'impression.
- Aux premier, deuxième et troisième étages :
 - Douze bureaux pour la Direction nationale du Parti.
 - Trois salles de réunion, dont une faisant office de bibliothèque.

●
Cela représente plus de 60 000 francs de travaux, sans compter le mobilier.

Il reste également à rembourser un emprunt de 380.000 F.

LA SOUSCRIPTION

Chaque fédération doit collecter d'ici à la fin de l'année une somme équivalente à un timbre trimestriel de cotisation complet par militant.

La Direction nationale du Parti et l'administration de « Tribune socialiste » doivent pouvoir s'installer au plus tard le 30 JUIN prochain. Or, les travaux prennent du retard faute d'argent.

Les versements sont à faire par C.C.P. ou chèque bancaire à l'ordre du P.S.U. :

C.C.P. 140 20 44, Paris

en les envoyant à « Tribune Socialiste », 54, boulevard Garibaldi, Paris 15^e.

L'équipe responsable des travaux recherche un camarade pour assumer la responsabilité des travaux de peinture (constitution des équipes, organisation du travail). La peinture pourra commencer à partir de début mai.

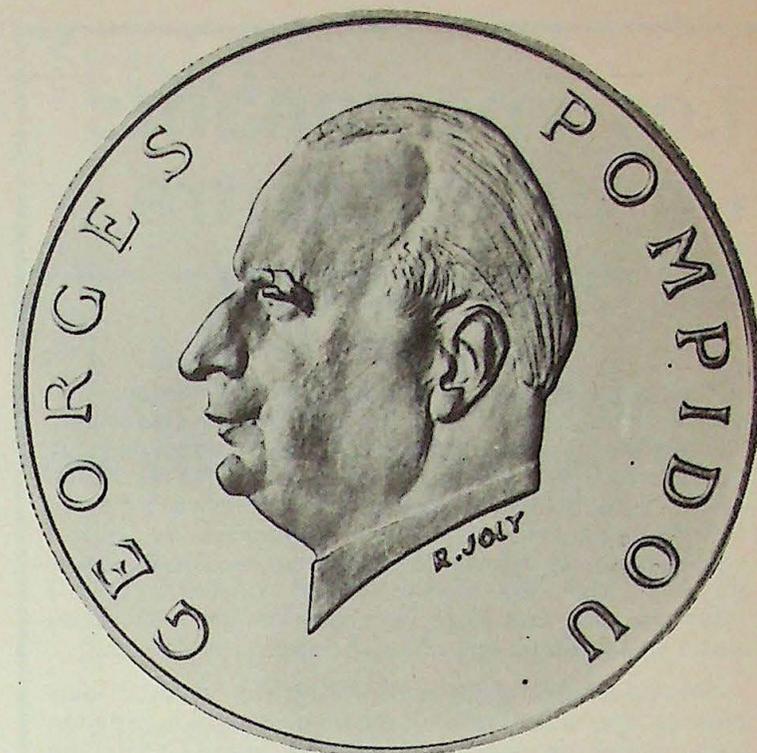
De la même manière, nous aurions besoin d'un grand nombre de peintres (ce n'est pas la peine d'être un spécialiste).

Adressez-vous à SUF. 19-20, en indiquant vos jours et heures disponibles.

Donner ou collecter pour le siège central du Parti, c'est une tâche militante urgente

Le dollar pirate

C. Leucate



Comme en 1969, la rumeur d'une réévaluation du mark a suffi à unir les capitalistes de tous les pays dans un même mouvement spéculatif : en 48 h, deux milliards de dollars ont afflué en Allemagne dans l'attente d'une « prime » bien méritée... Tandis que l'internationale de la finance s'affaire pour renflouer le dollar U.S., la bonne presse se répand en considérations moralisantes ou technocratiques sur le « désordre monétaire », oubliant volontiers que ce désordre trouve toute sa logique dans les rapports de production et d'échange du capitalisme mondial.

En effet, le système monétaire actuel (fondé sur le rôle clef du dollar dans les échanges internationaux), les graves « crises de confiance » qui le traversent périodiquement, les relations entre les diverses monnaies ne sont que l'expression des contradictions d'une économie mondiale soumise à la loi capitaliste du développement inégal et à la domination de l'économie américaine.

Celle-ci, impérialisme principal, se caractérise par une exportation massive de marchandises et de capital qui fonde la dépendance commerciale, technologique et financière des économies du tiers monde et de l'Europe occidentale. Absolue, tant qu'elle autorisait, à large échelle, l'importation de matières premières à bon marché et le rapatriement de l'essentiel de la plus-value créée dans les pays dominés, cette suprématie se trouve aujourd'hui menacée :

— Par la montée de bourgeoisie du tiers monde, revendiquant le contrôle des ressources nationales et du surplus économique ;

— Par le renforcement des impérialismes secondaires, européens ou japonais, qui viennent parfois concurrencer jusque sur le marché intérieur américain, les produits U.S. ;

— Par le développement de la lutte révolutionnaire anti-impérialiste en Asie ou en Amérique latine, qui impose à l'économie américaine un flux considérable de dépenses extérieures liées à la défense militaire et politique de l'emprise capitaliste sur « le monde libre ».

C'est pourquoi, depuis plusieurs années, les Etats-Unis ne peuvent plus défendre leur position dominante qu'en imposant à l'économie mondiale la charge d'un déficit chronique de leur balance des paiements. En cela l'affaiblissement monétaire du dollar est à l'heure actuelle la nécessaire contrepartie de la puissance économique américaine.

● Par ailleurs, depuis quelques années, l'accumulation capitaliste ne se poursuit plus dans les pays dominants qu'en recourant à un rythme de hausse des prix voisins de 5 à 6 % par an. Les tensions exercées sur l'appareil productif américain par l'escalade indochinoise comme la montée des luttes ouvrières en Europe occidentale ont contribué, même dans les pays comme les Etats-Unis et l'Allemagne où le syndicalis-

me est totalement intégré, à déborder complètement les formes traditionnelles de régulation des salaires. Hésitant entre un retour au contrôle des salaires et des formes nouvelles de collaboration de classes (type contrats de progrès), les Etats capitalistes ont été largement complices d'une stratégie des firmes, tendant à défendre leur taux de profit par l'inflation. Le rythme de celle-ci, devenu dans les années récentes un facteur aussi décisif que le progrès technique dans la concurrence commerciale intercapitaliste, a puissamment affecté les relations monétaires internationales.

Ainsi la politique « anti-inflationniste » pratiquée par Nixon jusqu'à la mi-1969 — restriction des dépenses publiques et du crédit — n'a conduit qu'à installer durablement l'économie américaine dans le sous-emploi (2 millions de chômeurs...) et la stagnation industrielle. Mais c'est cette politique qui a, dans le même temps, consolidé la position mondiale de l'économie U.S., aggravé l'inflation en Europe et préparé la crise monétaire actuelle. En effet, la récession et le chômage ont été mis à profit pour réorganiser l'appareil productif, améliorer la productivité par l'intensification du travail, opérer une contre-offensive commerciale contre les industries européennes. En outre, alors que l'effort d'équipement fléchissait aux Etats-Unis, les firmes U.S. développaient massivement leurs investissements

à l'étranger et dans les pays européens comme l'Allemagne qui traversaient une période de vive croissance. Enfin, tout au long de 1970, alors que le taux d'intérêt baissait aux Etats-Unis du fait d'une faible demande de capital, les banques américaines pratiquaient une politique spéculative encourageant ouvertement l'évasion monétaire et les placements rémunérateurs sur les marchés européens.

● Aboutissement inévitable de cette évolution, la crise actuelle du dollar révèle aussi les relations ambiguës existant entre capitalismes européens et américains dans le dispositif impérialiste.

Nixon, soudain soucieux de lutter contre le chômage à la veille des élections américaines, entend moins que jamais « sacrifier l'économie intérieure à des objectifs monétaires internationaux » (par exemple en limitant les investissements à l'étranger) et s'en tient à la politique ultra-chauvine menée depuis un an : néo-protectionnisme contre les produits européens, réduction de « l'aide » au tiers monde, etc.

Or, les économies européennes en acceptant depuis une décennie de conserver sous forme de dollars dépréciés la contrepartie du déficit structurel de la balance des paiements américaine, non seulement accordent un crédit permanent aux Etats-Unis, mais contribuent de plus à entretenir un vaste marché de capitaux spéculatifs (dit des « euro-

dollars ») qui, se déplaçant de part et d'autre de l'Atlantique au gré de la conjoncture, contribuent ainsi à la contagion inflationniste mondiale et fournissent aux monopoles américains de nouvelles ressources pour financer leur implantation en Europe... Mais le capitalisme européen loin de pouvoir remettre en cause ce système, fidèle reflet de sa subordination économique aux Etats-Unis, est le premier à en assurer, crise après crise, la survie. Le nationalisme monétaire du général de Gaulle ou les projets fumeux d'une monnaie européenne n'ont jamais abusé personne : si l'Allemagne accepte de réévaluer le mark chaque fois que la défense du dollar l'exige, si les Etats européens ont fortement appuyé la création par le Fonds Monétaire International d'un système de crédit propre à seconder ce dollar en cas d'urgence, c'est bien que toutes les puissances impérialistes ont, au-delà de leurs rivalités, un intérêt puissamment commun : sauvegarder face à la montée de la lutte de classes et du mouvement anti-impérialiste les bases de l'accumulation capitaliste. Liés par toutes les ramifications des monopoles internationaux, partenaires d'un même marché mondial du capital, exploiteur collectif du tiers monde par l'échange inégal, capitalismes européens et américain n'entendent, ni l'un ni l'autre, prendre les risques d'une faillite monétaire qui ébranlerait de fait tout le système impérialiste. □

LES deux premiers bulletins d'information de la Révolution palestinienne sont en vente à la librairie de « T.S. » et au Bureau d'Aide à la Révolution Palestinienne, 25, rue de La Reynie, Paris 1^{er}. Le numéro : 1 franc par 10 numéros. Vente militante : 0,50 le numéro.

Les enseignants en lutte contre la répression

Huit cents enseignants appartenant ou non aux tendances révolutionnaires du S.N.E.S. (Ecole émancipée, Rénovation syndicale) ont décidé de poursuivre plus efficacement la lutte contre les mutations et les déplacements qui frappent aujourd'hui un nombre croissant d'enseignants pour des raisons politiques. Ils veulent exiger, outre la réintégration de Jacques Bertin, muté du lycée Mallarmé dans un C.E.S. (mutation qu'il a refusée), que soit posé le problème d'ensemble du statut des contractuels dans l'Education nationale.

C'est pourquoi après avoir fait grève, vendredi dernier, ils ont, au cours d'un meeting, décidé la création d'un comité de coordination de la lutte. Celle-ci se traduira notamment par le déclenchement de plusieurs mouvements de grève dans le courant de cette semaine.



De l'ordre à l'unité

Pierre Gautier

L'offensive du Parti communiste contre le « gauchisme » qualifié tout simplement de fascisme après les manifestations du 1^{er} mai, n'est pas due seulement à des réactions hystériques de l'appareil communiste devant les progrès du courant révolutionnaire. Elle répond à des calculs précis, à une volonté consciente de faire disparaître de la scène politique une force naissante et apparemment promise à de grands développements dans les années à venir. Derrière l'indignation de commande à l'« Humanité » se profile clairement une entreprise contre-révolutionnaire qui n'a rien de conjoncturel.

Ce que la direction du P.C.F. ne veut pas tolérer, c'est que les masses qu'elle influence puissent être confrontées dans un climat d'émulation aux conceptions et aux thèmes du courant révolutionnaire en progression depuis plusieurs mois. Son premier objectif est de créer un fossé infranchissable entre ceux qui propagent les vues les plus combattives sur la lutte prolétarienne et ceux qui restent marqués par la routine et par le train-train propres au P.C.F. Il s'agit d'inculquer à une grande partie des travailleurs un véritable réflexe conditionné. On ne discute pas avec les « gauchistes », parce qu'ils sont des corps

étrangers, et parce qu'ils sont l'incarnation du désordre.

Des belles parentés

Dans cette sale besogne, on ne s'étonnera pas que la direction du P.C.F. trouve l'appui de la bourgeoisie et de sa presse bien pensante du « Figaro » à l'« Aurore ». Même M. Mitterrand a jugé bon d'apporter son appui à ce concert ignoble : « Il y a parmi les gauchistes une bonne partie de farceurs. Sur le plan politique, ils n'ont aucun sens de la responsabilité. Certains adoptent des méthodes fascistes et offrent la provocation au pouvoir. »

Il y a effectivement une parenté entre tout ce beau monde : le courant révolutionnaire les dérange dans leur confort moral, alors ils se raccrochent à l'ordre, c'est-à-dire à l'ordre bourgeois. Georges Marchais n'a jamais autant dit que le Parti communiste était un parti d'ordre et qu'il postulait à être un parti de gouvernement grâce à ses bonnes relations avec le parti de Savary et les « démocrates sincères ». Pour lui l'« antigauchisme » est une façon de faire valoir les qualités de son parti, « esprit de responsabilité », « tranquillité » auprès de tout ceux qu'effraient toujours mai-juin 1968.

Mais le P.C.F. poursuit aussi un autre objectif dans cette affaire. Il entend faire plier le courant révolutionnaire sur le terrain. L'emploi de la terreur, la multiplication des agressions contre les militants révolutionnaires, que ce soit au Mans, à Ivry, à Malakoff, Sartrouville, à Gennevilliers, à Aubervilliers (et la liste s'allonge chaque jour) doivent être pris au sérieux et rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit d'une explosion passagère. Sans doute la direction du P.C.F. sait-elle qu'elle n'intimidera pas tous les militants. Elle espère cependant jeter des germes de division au sein du courant révolutionnaire et amener les plus hésitants à se retirer de la bataille sur la pointe des pieds. Elle essaie également, à travers ces attaques, de réintégrer la C.F.D.T. dans son dispositif des forces ouvrières et démocratiques. En d'autres termes, à la faveur de l'offensive anti-gauchiste le P.C.F. entend imposer à l'aile marchante des cégétistes la renonciation aux objectifs qu'elle s'était donnés en mai 1970 au congrès d'Issy-les-Moulineaux. C'est pour cela que parallèlement aux mesures d'intimidation prises dans plusieurs établissements Renault, les leaders communistes de la C.G.T. multiplient les sourires et les invites à la deuxième

me centrale syndicale française.

Le sens de notre contre-offensive

C'est dire que notre réaction doit être à la mesure du projet contre-révolutionnaire de Georges Marchais et de ses amis. Il ne s'agit pas seulement de repousser les calomnies par l'utilisation des moyens d'expressions dont nous disposons, il ne s'agit pas seulement de protester contre des méthodes inadmissibles. Fondamentalement, il s'agit de montrer aux travailleurs que c'est un mauvais coup porté à leur unité de lutte face au patronat et au gouvernement. Dans les entreprises, dans les communes ouvrières la chasse aux « gauchistes » facilite la besogne répressive de la police, démoralise des éléments très actifs de la lutte de classe (y compris au sein de la C.G.T. et du P.C.F.) dévie l'énergie de nombreux militants vers un ennemi (le « gauchisme ») qui est en réalité un allié face à l'adversaire de classe.

En ce sens, notre contre-offensive doit être essentiellement tournée vers les masses. Qu'il s'agisse de Renault, ou des autres conflits du travail, le courant révolutionnaire doit apparaître comme le meilleur dé-

fenseur des aspirations des travailleurs à un autre mode de vie et de travail. Elle doit s'adresser en particulier aux militants C.G.T. qui n'acceptent pas de servir de masse de manœuvre à une politique qui leur est étrangère.

Tenir et vaincre

Pour notre parti, c'est une grande bataille qui s'engage, et cela pour plusieurs mois. Ou bien nous réussirons à être une force de coordination et de coagulation pour tous ceux qui, inorganisés politiquement se reconnaissent dans le courant révolutionnaire ; ou bien nous risquons de n'être plus qu'une petite organisation sans influence sur l'événement. Cette bataille est en fait une bataille pour l'unité des révolutionnaires sur de nouvelles bases politiques. Les groupes révolutionnaires, confrontés à la fragilité de leurs orientations, confrontés à la nécessité de dépasser leurs maladies infantiles (de l'individualisme anarchisant au sectarisme organisationnel) devront, en fait, reviser beaucoup de leurs positions. C'est pourquoi à partir du mouvement de masse qui s'est dessiné chez les ouvriers, les paysans et les lycéens, beaucoup de choses sont possibles. Il faut tenir et vaincre. □

Le P.C.F. perd son sang-froid

Rémy Grillault

A la suite du vidage politique d'un maître auxiliaire de mathématique du C.E.S. Paul Doumer, la section P.S.U. d'Aubervilliers démonte le mécanisme mis en branle par le P.C.F. contre cet enseignant dans un tract distribué massivement.

Toutes les organisations mises en cause, sauf le rectorat, répondent successivement. Deux tracts particulièrement violents tombent dans les boîtes aux lettres : l'un des J.C., l'autre des sections P.C.F. d'Aubervilliers.

La section P.S.U. décide de répondre sans mâcher ses mots à celui signé du P.C.F.

Chasse à l'homme

Apprenant que trois militants de L.O. s'étaient fait attaquer par un commando P.C.F. alors qu'ils collaient leur journal sur les murs de la « Cité Lénine », les diffuseurs restent groupés au lieu de se répartir les secteurs comme à l'accoutumée.

Bien leur en a pris car dans la nuit du 5 au 6 mai un commando du P.C.F. stoppait la diffusion, arrachait les tracts des mains des militants et entamait une polémique sur l'exclusive antigauchiste et les incidents stupides du 1^{er} mai.

Deux constatations en ressortent et démontrent le manque d'information objective des militants du P.C. :

1) Les clichés erronés sur le P.S.U. et les étudiants.

2) Leur surprise en constatant que tous les diffuseurs avaient plus de 35 ans et appartenaient à la classe ouvrière.

Des menaces sont proférées à l'encontre de tous les militants d'extrême gauche et avec promesse de s'attaquer à tous leurs moyens d'expression.

Discussion

Le vendredi 7 mai, une réunion des militants P.S.U. à laquelle étaient conviés les habitants du quartier de La Villette est marquée par l'apparition en début de réunion, de trois membres du P.C.F.

Une discussion s'engage et dure toute la soirée. Elle se termine sur un constat de mésentente, avec, manifestement, en arrière pensée, le regret qu'il en soit ainsi.

Tous les clichés du P.C.F. y sont passés : sérieux - ordre - discipline - la classe ouvrière, c'est nous...

La tentative de pogrom

La fédération de Seine-Saint-Denis ayant sorti un tract de mise au point sur les événements du 1^{er} mai, la section en décide la diffusion samedi 8 mai, sur le marché, vers 11 heures.

Quatre militants, dont deux femmes, se chargent de l'opération. Cent mètres plus loin le P.C. pétitionne pour le Vietnam. Puis cinq militants de L.O. viennent vendre leur journal. Très vite un groupe P.C.F. s'approche et s'en prend à un diffuseur. Un autre groupe arrive et s'attaque à L.O., bousculant, insultant et déchirant ses journaux. L.O. répond en brandissant les journaux déchirés aux cris de « La liberté de la presse vue par le P.C. » Les militants P.S.U. continuent à diffuser... « 1^{er} mai ! diffamation ! » Les tracts partent très rapidement, beaucoup les prennent discrètement en s'éloignant vivement.

Le P.C.F. s'affole, cherche à amener la population contre les diffuseurs. L'atmosphère devient électrique. Quelques vieux, sortant de la manifestation squelettique des anciens combattants, se joignent à lui.

La population ne prenant pas parti, les permanents du P.C.F. passent à l'action directe, espérant ainsi l'entraîner.

La confusion est générale et tourne au folklore :

— Un vieux combattant, lunettes, béret et décoration tente d'assommer à coup de manchette sur la nuque, un solide gaillard de L.O.

— Un jeune J.C., en larmes, et hystérique, hurlant... « il a insulté Cachin » (où le mythe du père va-t-il se nicher ?) est emmené hors du « champ de bataille ».

— En plein milieu du carrefour, circulation arrêtée, un militant P.S.U. se débat au milieu d'un groupe qui tente de lui arracher ses tracts. Une militante P.S.U. de « Femme 93 » intervient, frappant le militant du P.C. qui frappait le militant P.S.U.

Surpris d'une interven-

tion féminine, les agresseurs s'arrêtent.

— La militante « Femme 93 » arrête ensuite un autre pugilat en s'interposant entre les combattants L.O. et P.C.

— Pendant ce temps, le militant P.S.U., un bras en sang, cherche à faire dire au permanent qui l'a frappé, que c'est lui qui a commencé. L'entourage, jésuitiquement, dit qu'il n'a rien vu, et que c'est faux. Mais le permanent, mal remis psychologiquement des coups reçus par une femme, pêche par orgueil et fanfaronne que c'est bien lui, alors qu'un groupe neutre de passants écoute pour sa plus grande édification.

La tension baisse. Les militants de L.O. polémiquent dans un coin avec un groupe P.C.F. Ce que voyant les militants P.S.U. quittent les lieux et finissent leur diffusion devant la poste aux cris de « Voici les tracts que le P.C. veut nous empêcher de distribuer. Pourquoi ? »

En conclusion

Que vous le vouliez ou non, il y a 40 ans, camarades du P.C.F. vous étiez les gauchistes.

Le contexte a changé et avec la technocratie, le capitalisme a progressé.

Pourquoi, pendant ce temps, vous êtes-vous dépolitisés ?

Manque d'informations objectives, autoritarisme, bureaucratie de permanents, et intégration si ce n'est confusion des buts syndicalistes aux buts politiques. En voilà assez pour expliquer le processus de progression à l'extrême gauche qui depuis 1968 paraît difficilement réversible.

Le capital se gausse de ces querelles stériles, car, fort de sa majorité petite bourgeoise, si convoitée par le P.C., il compte les points.

Peut-être rira-t-il moins lorsque, lassés d'être persécutés par les patrons et par ceux qui devraient être à leurs côtés, les courants d'extrême gauche trouveront enfin, dans l'action, plus que dans les discussions stériles entre appareils ou polémiques de presse, le confluent de leurs luttes et créeront enfin le parti révolutionnaire. □

A La Villette

Air : Aristide Bruant « A Montparnasse »

Jean Verger et Jacques Thibaud

I
Ils s'en sont toutu plein les poches
Et sans nous fournir de bidoche
En fait ils bouffaient not' galette
A la Villette

II
Un certain Seigneur de Grailly
Député, élu de Paris
S'est dit j'ai fait une boulette
A la Villette

III
Les chevillards et les marlous
Les promoteurs et autres voyous
Se sont bien payé notre tête
A la Villette

IV
C'est pas du bœuf et du mouton
C'est du lard et c'est du cochon
C'est surtout nos bonnes pépettes
A la Villette

V
Il y a aussi du ciment
De la peinture, du bâtiment
Et vraiment une arnaque complète
A la Villette

VI
Si Stavisky vivait encore
Pour remonter son gros tas d'or
Qu'est c'qui aurait été plus chouette
C'est la Villette

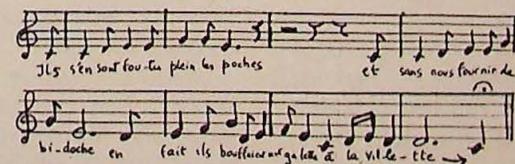
VII
Marcellin qui cogne sur c'qui bouge
Lui-même producteur de viande rouge
A épaulé le grand rackett
De la Villette

VIII
Chaban Delmas, le novateur
Les a aidés à faire leur beurre
Même s'il n'a pas touché tripette
A la Villette

IX
Si demain le Père Pompidou
Se casse et rentre dans son trou
Les Parisiens feront la fête
A la Villette

X
La morale de cet abattoir
Bon peuple tu dois le savoir
On t'a fauché des tas d'milliards
Pour cette histoire (parlé)
De la Villette

(Chœur final avec feu d'artifice et fête populaire dans les abattoirs de la Villette.)





Pompidou vole pour vous

Jean-Louis Auduc

A grands renforts de publicité, Pompidou a visité, à la fin de la semaine dernière, son nouveau fief de Toulouse.

Cette visite intervenait dans un contexte important pour l'ensemble de la région Midi-Pyrénées, où le système économique français est en situation délicate et où le VI^e Plan vise à sa transformation au profit exclusif des intérêts privés :

— Sacrifice des petits paysans du Sud-Ouest au profit des gros agrariens du Nord ;

— Sacrifice au profit de Péchiney-Saint-Gobain des industries chimiques nationalisées de l'A.P.C. ;

— Transformation de la région en centre d'accueil de la bourgeoisie aisée (terrains, côte du Languedoc, etc.).

Pompidou, dans une région où l'aéronautique est l'industrie dominante, n'avait rien laissé au hasard pour amadouer les travailleurs toulousains. Venu à bord du

Concorde, symbole de cette industrie, il apportait, avec lui, les bons de commande des Caravelle XII pour Air Inter, réclamés depuis plus de deux ans par l'ensemble des syndicats de Sud-Aviation.

Mais à Toulouse, en faisant vibrer à ce propos la corde nationaliste, Pompidou venait-il remercier les vrais constructeurs du Concorde ?

La place des travailleurs

Pompidou et son garde du corps Marcellin, ne venaient pas pour remercier les travailleurs mais pour les calmer au prix de quelques carottes.

Mais c'était surtout dans les perspectives des législatives qu'il venait remercier son féal Baudis de lui avoir gagné la mairie.

L'illustration parfaite du mépris des Pompidou, Baudis pour les travailleurs de Toulouse nous est donnée

par une phrase de l'interview de A. Turcat, nouveau conseiller municipal gaulliste, à « la Dépêche du Midi » :

« Je dirais au fond que Concorde le mérite (de transporter Pompidou) parce que l'avion est réussi, et non seulement parce qu'il est beau et qu'il marche déjà remarquablement pour un prototype, mais parce que nous avons déjà fait la preuve de sa charge marchande. »

Dans cette définition de Concorde, où est la place des travailleurs dans cette réussite ? Où sont les licenciés pour fait syndical (plus

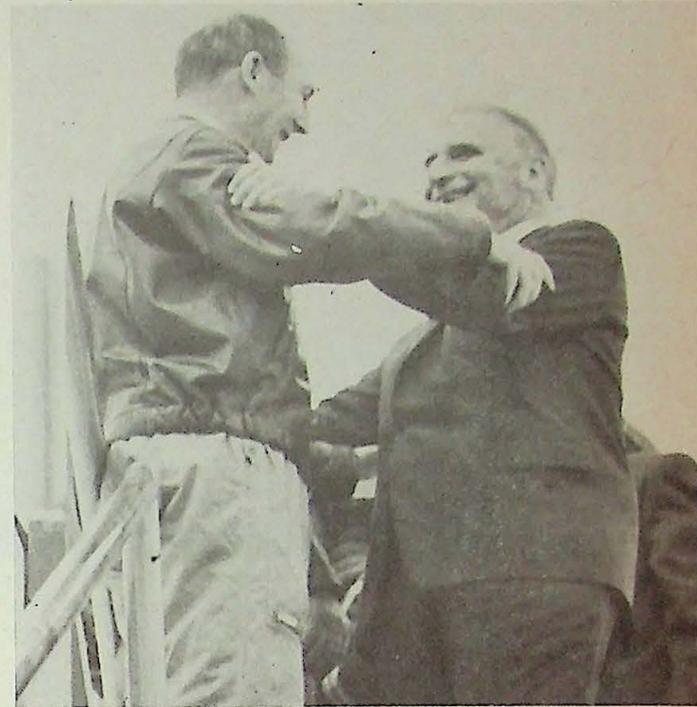
de 150 et 75 mutés arbitrairement).

Où sont les primes de rendement supprimées aux militants politiques et syndicaux ?

Cette question, les militants du P.S.U., et les syndicalistes de la C.F.D.T. l'ont

posée sur le thème « Continuez Concorde et restez calmes ».

— Certes, Concorde, du fait de la volonté de la bourgeoisie et de sa politique d'emploi, est indispensable à la survie de la région Midi-Pyrénées.



posée à M. Pompidou lors de sa visite à Toulouse.

La réponse a été nette : Cinq militants du P.S.U. ont été arrêtés et maintenus en garde à vue au poste de police plus de six heures.

Intérêt national ou intérêt des travailleurs

Le vrai problème, en effet, n'est pas la défense inconditionnelle d'un avion sous le prétexte du prestige national, comme le prétend le P.C.F. ou la C.G.T., c'est celui de l'intérêt des travailleurs.

La stratégie qui consiste à tout subordonner à la construction du Concorde aboutit à privilégier une fraction du capital par rapport à une autre, à refuser de voir s'ouvrir toute crise par laquelle pourrait s'engouffrer et triompher la lutte des travailleurs.

C'est par de tels arguments que la C.G.T. en est venue à saluer Pompidou à l'aéroport de Blagnac, et à briser toute velléité de lutte des travailleurs de Sud-Avia-

Il serait effarant d'arrêter sa construction à l'heure actuelle ; un tel arrêt, que la construction de l'Airbus ou des Caravelle XII ne pourrait sûrement pas suppléer, signifierait le chômage pour près de 100.000 travailleurs de la région toulousaine.

Mais la question centrale que pose le voyage de Pompidou et l'attitude de la C.G.T., c'est la suivante :

A qui confier la défense de l'industrie aéronautique ?

Faut-il, comme le font la C.G.T. et le P.C.F., remettre la défense des industries aéronautiques aux mains de la bourgeoisie et de ses représentants gouvernementaux ?

Pour nos camarades communistes, les véritables défenseurs des travailleurs sont-ils Ziegler, président de Sud-Aviation, et son patron Pompidou ?

C'est aux travailleurs de Sud-Aviation de prendre eux-mêmes en main leur défense par l'action !

Car le voyage de Pompidou est le symbole d'une minorité profitant du travail d'une majorité : les travailleurs toulousains.

